



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 1 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
184

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 132

*Περί κυρώσεως τῆς Διεθνούς Τελωνειακῆς Συμβάσεως
ἐπὶ τοῦ Δελτίου Α.Τ.Α. διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσδοχὴν
ἐμπορευμάτων.*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου
Τελωνειακῆς Συνεργασίας καταρτισθεῖσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν
8ην Δεκεμβρίου 1961 Διεθνῆς Τελωνειακὴ Σύμβασις ἐπὶ
τοῦ Δελτίου Α.Τ.Α., διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσδοχὴν ἐμπο-
ρευμάτων, μετὰ τοῦ προσηρημένου αὐτῇ Παραρτήματος,
ὧν τὰ κείμενα, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλι-
κὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἔχουν
ὡς ἔπεται :

CONVENTION DOUANIERE

sur le carnet A.T.A. pour l'admission temporaire de marchandises (Convention A.T.A.)

PREAMBULE

Les Etats signataires de la présente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière et des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) et avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant les vœux exprimés par les représentants du commerce international et par d'autres milieux intéressés qui souhaitent voir faciliter l'accomplissement des formalités relatives à l'importation temporaire en franchise de marchandises,

Convaincus que l'adoption de procédure communes relatives à l'importation temporaire en franchise de marchandises apportera des avantages substantiels aux activités internationales, commerciales ou culturelles, et assurera aux systèmes douaniers des Parties Contractantes un plus haut degré d'harmonisation et d'uniformité,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

Définitions et agrément

Article premier

Pour l'application de la présente Convention on entend :

(a) par «droits à l'importation» : les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;

(b) par «admission temporaire» : l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, aux conditions fixées par les Conventions visées à l'Article 3 ci-dessous ou par les lois et règlements du pays d'importation;

(c) par «transit» : le transport des marchandises d'un bureau de douane du territoire d'une Partie Contractante à un autre bureau de douane du même territoire, aux conditions fixées par les lois et règlements de cette Partie Contractante;

(d) par «carnet A.T.A.» (Admission Temporaire - Temporary Admission) : le document reproduit à l'Annexe à la présente Convention;

(e) par «association émetrice» : une association agréée par les autorités douanières d'une Partie Contractante pour l'émission des carnets A.T.A. dans le territoire de cette Partie Contractante;

(f) par «association garante» : une association agréée par les autorités douanières d'une Partie Contractante pour assurer la garantie des sommes visées à l'Article 6 de la présente Convention, dans le territoire de cette Partie Contractante;

(g) par «Conseil» : l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950;

(h) par «personne» : aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Article 2.

L'agrément d'une association émetrice par les autorités douanières prévu au paragraphe (e) de l'Article premier de la présente Convention peut être subordonné, notamment, à la condition que le prix du carnet A.T.A. corresponde au coût des services rendus.

CHAPITRE II

Champ d'application

Article 3.

1. Chaque Partie Contractante accepte, aux lieux et places de ses documents douaniers nationaux et en garantie des sommes visées à l'Article 6 de la présente Convention, tout carnet A.T.A. valable pour son territoire, délivré et utilisé dans les conditions définies dans la présente Convention, pour les marchandises importées temporairement en application de :

(a) la Convention douanière relative à l'importation temporaire de matériel professionnel, conclue à Bruxelles le 8 juin 1961,

(b) la Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire, conclue à Bruxelles le 8 juin 1961, pour autant qu'elle soit Partie Contractante à ces Conventions.

2. Chaque Partie Contractante peut également accepter tout carnet A.T.A., délivré et utilisé dans les mêmes conditions, pour les marchandises importées temporairement en application d'autres Conventions internationales relatives à l'admission temporaire et pour les opérations d'admission temporaire effectuées en application de ses lois et règlements nationaux.

3. Chaque Partie Contractante peut accepter pour le transit tout carnet A.T.A. délivré et utilisé dans les mêmes conditions.

4. Les marchandises devant faire l'objet d'une œuvre ou d'une réparation ne peuvent être importées sous le couvert d'un carnet A.T.A.

CHAPITRE III

Emission et utilisation des carnets A.T.A.

Article 4.

1. Les associations émetrices ne peuvent délivrer de carnets A.T.A. dont la durée de validité excède une année à compter du jour de leur délivrance. Elles doivent indiquer, sur la couverture du carnet A.T.A., les pays pour lesquels celui-ci est valable ainsi que les associations garantes correspondantes.

2. Aucune marchandise ne peut, après la délivrance du carnet A.T.A., être ajoutée à la liste des marchandises énumérées au verso de la couverture du carnet et, le cas échéant, aux feuilles supplémentaires y annexées (liste générale).

Article 5.

Le délai fixé pour la réexportation des marchandises importées sous le couvert d'un carnet A.T.A. ne peut en aucun cas excéder le délai de validité de ce carnet.

CHAPITRE IV

Garantie

Article 6.

1. Chaque association garante garantit aux autorités douanières du pays dans lequel elle a son siège, le paiement du montant des droits à l'importation et des autres sommes exigibles en cas de non-observation des conditions fixées pour l'admission temporaire ou le transit de marchandises introduites dans ce pays sous-

couvert de carnets A.T.A. délivrés par une association émetrice correspondante. Elle est tenue, conjointement et solidairement avec les personnes redevables des sommes visées ci-dessus, au paiement de ces sommes.

2. L'association garante n'est pas tenue au paiement d'une somme supérieure de plus de dix pour cent au montant des droits à l'importation.

3. Lorsque les autorités douanières du pays d'importation ont déchargé sans réserve un carnet A.T.A. pour certaines marchandises, elles ne peuvent plus réclamer à l'association garante, en ce qui concerne ces marchandises, le paiement des sommes visées au paragraphe 1 du présent Article. Cependant, une réclamation en garantie peut encore être faite à l'association garante s'il est constaté ultérieurement que la décharge a été obtenue irrégulièrement ou frauduleusement ou qu'il y a eu violation des conditions auxquelles l'admission temporaire ou le transit étaient subordonnés.

4. Les autorités douanières ne peuvent exiger en aucun cas de l'association garante le paiement des sommes visées au paragraphe 1 du présent Article, si la réclamation n'a pas été faite à cette association dans le délai d'un an à compter de la date de péremption du carnet.

CHAPITRE V

Régularisation des carnets A.T.A.

Article 7.

1. Les associations garantes ont un délai de six mois à compter de la date à laquelle les autorités douanières réclament le paiement des sommes visées au paragraphe 1 de l'Article 6 ci-dessus pour fournir la preuve de la réexportation des marchandises dans les conditions prévues par la présente Convention ou de toute autre décharge régulière du carnet A.T.A.

2. Si cette preuve n'est pas fournie dans le délai prescrit, l'association garante consigne immédiatement ces sommes ou les verse à titre provisoire. Cette consignation ou ce versement devient définitif à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la consignation ou du versement. Pendant ce dernier délai, l'association garante peut encore, en vue de la restitution des sommes consignées ou versées, fournir les preuves prévues au paragraphe précédent.

3. Pour les Pays dont les lois et règlements ne prévoient pas la consignation ou le versement provisoire des droits à l'importation, les paiements qui seraient faits dans les conditions prévues au paragraphe précédent sont considérés comme définitifs, mais leur montant est remboursé lorsque les preuves prévues au paragraphe 1 du présent Article sont fournies dans un délai de trois mois à partir de la date du paiement.

Article 8.

1. La preuve de la réexportation de marchandises importées sous le couvert d'un carnet A.T.A. est fournie par le certificat de réexportation apposé sur ce carnet par les autorités douanières du pays où les marchandises ont été importées temporairement.

2. S'il n'a pas été certifié que les marchandises ont été réexportées, conformément au paragraphe 1 du présent Article, les autorités douanières du pays d'importation peuvent accepter comme preuve de la réexportation des marchandises, même après péremption du carnet :

(a) les mentions portées par les autorités douanières d'une autre Partie Contractante sur le carnet A.T.A. lors de l'importation ou de la réimportation ou un certificat desdites autorités basé sur les mentions portées sur un volet détaché du carnet lors de l'importation ou de la réimportation sur leur territoire, à la condition que ces mentions se rapportent à une importa-

tion ou à une réimportation dont on peut établir qu'elle a bien eu lieu après la réexportation qu'elle est appelée à prouver;

(b) toute autre preuve établissant que les marchandises se trouvent hors de ce pays.

3. Au cas où les autorités douanières d'une Partie Contractante dispensent de la réexportation certaines marchandises admises sur leur territoire sous le couvert d'un carnet A.T.A., l'association garante n'est déchargée de ses obligations que lorsque ces autorités ont certifié, sur le carnet lui-même, que la situation de ces marchandises a été régularisée.

Article 9.

Dans les cas visés au paragraphe 2 de l'Article 8 de la présente Convention, les autorités douanières se réservent le droit de percevoir une taxe de régularisation.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

Article 10.

Les visas des carnets A.T.A. utilisés dans les conditions prévues par la présente Convention, ne donnent pas lieu au paiement d'une rémunération pour les services des douanes lorsqu'il est procédé à cette opération dans les bureaux ou postes de douane et pendant les heures normales d'ouverture.

Article 11.

En cas de destruction, de perte ou de vol d'un carnet A.T.A. se rapportant à des marchandises qui se trouvent dans le territoire d'une des Parties Contractantes, les autorités douanières de cette Partie Contractante acceptent, à la demande de l'association émetrice, et sous réserve des conditions que ces autorités imposeraient, un titre de remplacement dont la validité expire à la même date que celle du carnet remplacé.

Article 12.

1. Lorsque les marchandises importées temporairement ne peuvent être réexportées par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

2. Autant que possible, les autorités douanières notifient à l'association garante les saisies pratiquées par elles ou à leur requête sur des marchandises placées sous le couvert d'un carnet A.T.A., garanti par cette association et l'avisent des mesures qu'elles entendent adopter.

Article 13.

Sont admis au bénéfice de la franchise des droits à l'importation et ne sont soumis à aucune prohibition ou restriction d'importation, les carnets A.T.A. ou parties de carnets A.T.A. destinés à être délivrés dans le pays d'importation desdits carnets et qui sont expédiés aux associations émetrices par une association étrangère correspondante, par une organisation internationale ou par les autorités douanières d'une Partie Contractante. Des facilités analogues sont accordées à l'exportation.

Article 14.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 15.

En cas de fraude, de contravention ou d'abus^{*} les Parties Contractantes ont le droit, nonobstant les dispositions de la présente Convention, d'intenter des

poursuites contre les personnes utilisant un carnet A.T.A., pour recouvrer les droits à l'importation et les autres sommes exigibles, ainsi que pour requérir les pénalités dont ces personnes seraient possibles. Dans ce cas, les associations doivent prêter leur concours aux autorités douanières.

Article 16.

L'Annexe à la présente Convention est considérée comme faisant partie intégrante de celle-ci.

Article 17.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

CHAPITRE VII

Clauses finales

Article 18.

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante. Sauf décision contraire des Parties Contractantes, les réunions se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 19.

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les parties en cause, devant les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'article 18, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 20.

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention :

- (a) en la signant, sans réserve de ratification;
- (b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou
- (c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 31 juillet 1962, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1(b) du présent Article, la Convention est soumise à la ratification des

Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

4. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

Article 21.

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 20 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 22.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 21 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

4. Lorsqu'une Partie Contractante dénonce la présente Convention conformément au paragraphe 1 du présent Article ou fait une notification en application du paragraphe 2(b) de l'Article 23 ou du paragraphe 2 de l'Article 25 de la Convention, tout carnet A.T.A. délivré avant la date où cette dénonciation ou cette notification prend effet reste valable et l'association garante reste engagée.

Article 23.

1. Au moment de signer la présente Convention, de la ratifier ou d'y adhérer, ou à une date ultérieure, tout Etat qui décide d'accepter les carnets A.T.A. dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'Article 3 de la présente Convention le notifie au Secrétaire Général du Conseil en précisant les cas dans lesquels il s'engage à accepter les carnets A.T.A. et en indiquant la date à laquelle cette acceptation prend effet.

2. D'autres notifications similaires peuvent être adressées au Secrétaire Général du Conseil :

- (a) pour étendre le champ d'application de précédentes notifications;
- (b) pour annuler de précédentes notifications ou en restreindre le champ d'application, compte tenu des dispositions du paragraphe 4 de l'Article 22 de la présente Convention.

Article 24.

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 18, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général

de l'Organisation des Nations Unies, aux PARTIES CONTRACTANTES du GATT et à l'UNESCO.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil :

(a) soit qu'elle a une objection à opposer à l'amendement recommandé,

(b) soit qu'elle a l'intention d'accepter l'amendement recommandé mais que les conditions nécessaires à cette acceptation ne sont pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3(b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, cet amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante :

(a) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3(b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3(b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil qu'elles acceptent l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration un délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il est réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes toute objection formulée conformément au paragraphe 3(a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3(b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou si elles l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 25.

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'Adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend

à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil la reçoit. Toutefois la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 22 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 26.

1. Tout Etat peut déclarer, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie ou y adhère, ou bien, après être devenu Partie Contractante à la Convention, notifier au Secrétaire Général du Conseil qu'il n'accepte pas, dans les conditions prévues par la Convention, les carnets A.T.A. pour le trafic postal. Cette notification prend effet le quatre-vingt-dixième jour après qu'elle a été par reçue le Secrétaire Général.

2. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent Article, peut à tout moment lever cette réserve par notification au Secrétaire Général du Conseil.

3. Aucune autre réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 27.

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies, aux PARTIES CONTRACTANTES du GATT et à l'UNESCO :

(a) les signatures, ratifications, adhésions visées à l'Article 20 de la présente Convention;

(b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 21;

(c) les dénonciations reçues conformément à l'Article 22;

(d) les notifications reçues conformément à l'Article 23;

(e) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 24 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;

(f) les notifications reçues conformément à l'Article 25;

(g) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 26 ainsi que la date à laquelle les réserves prennent effet ou celle à compter de laquelle elles sont levées.

Article 28.

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

fait à Bruxelles, le six décembre mil neuf cent soixante et un, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 20 de la présente Convention.

Annexe à la Convention, page 1-2

ANNEXE

MODELE DE CARNET A.T.A.

Le carnet A.T.A. est imprimé en français ou en anglais
et, au besoin, dans une deuxième langue.

Les dimensions du carnet A.T.A. sont 396×210 mm
et celles des volets 297×210 mm.

Première page de la couverture

Annexe page 3

(Association émettrice)

CHAÎNE DE GARANTIE INTERNATIONALE

CARNET A. T. A. N°

CARNET DE PASSAGES EN DOUANE POUR L'ADMISSION TEMPORAIRE
CONVENTION DOUANIERE SUR LE CARNET A. T. A. POUR L'ADMISSION TEMPORAIRE
DE MARCHANDISES

(Avant de remplir le carnet, lire la notice page 3 de la couverture)

CARNET VALABLE JUSQU'AU

INCLUS

DELIVRE PAR

TITULAIRE

REPRESENTE PAR (*)

Utilisation prévue des marchandises

Ce carnet est valable dans les pays ci-après, sous la garantie des associations suivantes :

A charge pour le titulaire et son représentant de se conformer aux lois et règlements du pays de départ et des pays d'importation.

Emis à le

(Signature du titulaire)

(Signature du Délégué
de l'Association émettrice)**ATTESTATION DES AUTORITES DOUANIERES**

1. Apposé les marques d'identification mentionnées dans la colonne 7 en regard du(des) numéro(s) d'ordre suivant(s) de la liste générale
2. Vérifié les marchandises (*).
3. Enregistré sous le n° (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Différent s'il y a lieu.

Page 2 de la couverture



(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

N° d'ordre	Désignation commerciale des marchandises et, le cas échéant, marques et numéros	Nombre	Poids ou quantité	Valeur (*)	Pays d'origine (**)	Marques d'identification apposées par la douane	
1	2 . 	3	4	5	6	7	8
	A reporter						

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.
(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

Annexe page 7

SOUCHE DE SORTIE N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été exportées.
2. Date limite pour la réimportation en franchise (*)
3. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE SORTIE N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration d'exportation temporaire.

1. Je soussigné (**)
 dûment autorisé par (*) (**)
 a) déclare exporter temporairement les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises
 à la liste générale sous le(s) n°(s)
 b) déclare que les marchandises sont destinées à être utilisées pour
 c) m'engage à réimporter ces marchandises dans le délai fixé par le bureau de douane (*).

2. Indications concernant :

- a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
- b) Moyen de transport (*)

(Lieu)

(Date)

(Signature)

C) Dédouanement à la sortie.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été exportées.
2. Date limite pour la réimportation en franchise (*)
3. Autres mentions (*)
4. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réservé à la douane.

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.
(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

VOLET DE

No

FEUILLE SUPPLEMENTAIRE N°

CARNET A. T. A. N°

N° d'ordre	Désignation commerciale des marchandises et, le cas échéant, marques et numéros	Nombre	Poids ou quantité	Valeur (*)	Pays d'origine (**)	Réservé à la douane	
1	2	3	4	5	6	7	8
	A reporter						

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.
(**) S'il est différent du pays d'émission de carnet.

Annexe page II

SOUCHE DE REIMPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s)
exportées temporairement sous le couvert du(des) volet(s) de sortie n°(s) du présent carnet ont été réimportées.
2. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu

VOLET DE REIMPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
Délivré par
Titulaire
Représenté par (*)

B) Déclaration de réimportation.

1. Je soussigné (**)
dûment autorisé par (*) (**)
a) déclare que les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été exportées temporairement sous le couvert du (des) volet(s) de sortie n°(s) du présent carnet;
b) demande la réimportation en franchise de ces marchandises;
c) déclare qu'elles n'ont subi aucune ouvraison à l'étranger, sauf celles énumérées sous n°(s) de la liste figurant au verso (*).
2. Indications concernant les marchandises non réimportées (*)
3. Indications concernant :
a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
b) Moyen de transport (*)

(Lieu)

(Date)

(Signature)

C) Dédouanement à la réimportation.

1. Les marchandises visées au paragraphe 1 de la déclaration ci-dessus ont été réimportées.
2. Autres mentions (*)
3. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réserve à la douane.

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.
(**) Sil est différent du pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

Annexe page 13

SOUCHE D'ENTREE N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été importées temporairement.
2. Date limite pour la réexportation/la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lien)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu

VOLET D'ENTREE N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration d'importation temporaire.

1. Je soussigné (**)
 dûment autorisé par (*) (**)
 a) déclare importer temporairement, dans les conditions prévues par les lois et règlements du pays d'importation, les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s) ;
 b) déclare que les marchandises sont destinées à être utilisées pour à ;
 c) m'engage à observer ces lois et règlements / et à réexporter ces marchandises dans les délais fixés par le bureau de douane (*);
 d) certifie sincères et complètes les indications portées sur le présent volet.
2. Indications concernant :
 a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
 b) Moyen de transport (*)

(Lien)

(Date)

(Signature)

C) Dédouanement à l'entrée.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été importées temporairement.
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lien)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu

(*) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réserve à la douane.

Σελίδα	Designation commerciale des marchandises et, le cas échéant, marques et numéros	Nombre	Poids ou quantité	Valeur (*)	Pays d'origine (**)	Réserve à la douane	
1	2	3	4	5	6	7	8
	A reporter						

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

Annexé page 15

SOUCHE DE REEXPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) importées temporairement sous le couvert du(des) volet(s) d'entrée n°(s) du présent carnet, ont été réexportées (*).
2. Mesures prises à l'égard des marchandises représentées mais non réexportées
3. Mesures prises à l'égard des marchandises non représentées et non destinées à une réexportation ultérieure (*)
4. Enregistré sous le n° (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE REEXPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration de réexportation.

1. Je soussigné
 dûment autorisé par (*)
 déclare réexporter les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s)
 qui ont été importées temporairement sous le couvert du(des) volets(s) d'entrée n°(s) du présent carnet (*).
2. Indications concernant les marchandises représentées, mais non destinées à la réexportation (*)
3. Indications concernant les marchandises non représentées et non destinées à une réexportation ultérieure (*)
4. A l'appui de mes déclarations, je présente les documents suivants (*)
5. Indications concernant :
 a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
 b) Moyen de transport (*)

(Lieu)

(Date)

(Signature)

C) Dédouanement à la réexportation.

1. Les marchandises visées au paragraphe 1 de la déclaration ci-dessus ont été réexportées (*).
2. Mesures prises à l'égard des marchandises représentées, mais non réexportées (*)
3. Mesures prises à l'égard des marchandises non représentées et non destinées à une réexportation ultérieure (*)
4. Enregistré sous le n° (*)
5. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réservé à la douane.

SOUCHE DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

Dédouanement pour le transit.

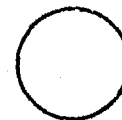
1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous let(s) n°(*)..... ont été expédiées en transit sur le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)



Certificat de décharge du bureau de destination.

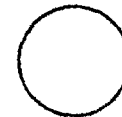
1. Les marchandises visées au paragraphe 1 ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)



(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

A) Le carnet est valable jusqu'au

inclus.

Délivré par

Titulaire

Représenté par (*)

B) Déclaration d'expédition en transit.

1. Je soussigné (**)
dûment autorisé par (*) (**)
a) déclare expédier à dans les conditions prévues
par les lois et règlements du pays de transit, les marchandises énumérées à la liste figurant au verso
et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s)
b) m'engage à observer les lois et règlements du pays de transit et à représenter ces marchandises,
le cas échéant sous scelllements intacts, en même temps que le présent carnet au bureau de douane
de destination dans le délai fixé par la douane;
c) certifie sincères et complètes les indications portées sur le présent volet.
2. Indications concernant :
a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)

b) Moyen de transport (*)

(Lieu)

(Date)

(Signature)

C) Dédouanement pour le transit.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été dédouanées pour le transit sur
le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Scelllements douaniers apposés (*)
5. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)



D) Certificat de décharge du bureau de destination.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)



(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.
(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

SOUCHE DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

Dédouanement pour le transit.

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été expédiées en transit sur le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

Certificat de décharge du bureau de destination.

1. Les marchandises visées au paragraphe 1 ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration d'expédition en transit.

1. Je soussigné (**)
 dûment autorisé par (*) (**)
 a) déclare expédier à, dans les conditions prévues
 par les lois et règlements du pays de transit, les marchandises énumérées à la liste figurant au verso
 et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s)
 b) m'engage à observer les lois et règlements du pays de transit et à représenter ces marchandises,
 le cas échéant sous scelléments intacts, en même temps que le présent carnet au bureau de douane
 de destination dans le délai fixé par la douane;
 c) certifie sincères et complètes les indications portées sur le présent volet.
2. Indications concernant :
 a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
 b) Moyen de transport (*)

(Lieu)

(Date)

(Signature)

C) Dédouanement pour le transit.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été dédouanées pour le transit sur
 le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Scelléments douaniers apposés (*)
5. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

D) Certificat de décharge du bureau de destination.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

A reporter

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.
(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

NOTICE CONCERNANT L'UTILISATION DU CARNET A.T.A.

1. Toutes les marchandises placées sous le couvert du carnet doivent figurer dans les colonnes 1 à 6 de la liste générale. Lorsque l'espace réservé à celle-ci, au verso de la couverture, n'est pas suffisant, il y a lieu d'utiliser des feuilles supplémentaires conformes au modèle officiel.

2. A l'effet d'arrêter la liste générale, on doit mentionner in fine, en chiffres et en toutes lettres, les totaux des colonnes 3 et 5. Si la liste générale comporte plusieurs pages, le nombre de feuilles supplémentaires doit être indiqué en chiffres et en toutes lettres au bas du verso de la couverture.

Les mêmes méthodes doivent être suivies pour les listes des volets.

3. Chacune des marchandises doit être affectée d'un numéro d'ordre qui doit être indiqué dans la colonne 1.

Les marchandises comportant des parties séparées (y compris les pièces de rechange et les accessoires) peuvent être affectées d'un seul numéro d'ordre. Dans ce cas il y a lieu de préciser, dans la colonne 2, la nature la valeur et, en tant que de besoin, le poids de chaque partie, seuls le poids total et la valeur totale devant figurer dans les colonnes 4 et 5.

4. Lors de l'établissement des listes des volets, on doit utiliser les mêmes numéros d'ordre que ceux de la liste générale.

5. Pour faciliter le contrôle douanier, il est recommandé d'indiquer lisiblement sur chaque marchandise (y compris les parties séparées) le numéro d'ordre correspondant.

6. Les marchandises de même nature peuvent être groupées, à condition qu'un numéro d'ordre soit affecté à chacune d'entre elles. Si les marchandises groupées ne sont pas de même valeur ou poids, on doit indiquer leur valeur et, s'il y a lieu, leur poids respectif dans la colonne 2.

7. Dans le cas de marchandises destinées à une exposition, il est conseillé à l'importateur, dans son propre intérêt d'indiquer en B, 1, b) du volet d'importation, le nom de l'exposition et le lieu où elle se tient ainsi que le nom et l'adresse de son organisateur.

8. Le carnet doit être rempli de manière lisible et indélébile.

9. Toutes les marchandises couvertes par le carnet doivent être vérifiées et prises en charge dans le pays de départ et y être présentées à cette fin, en même temps que le carnet, aux autorités douanières, sauf dans les cas où cet examen n'est pas prescrit par la réglementation douanière de ce pays.

10. Lorsque le carnet est rempli dans une autre langue que celle du pays d'importation, les autorités douanières peuvent exiger une traduction.

11. Le titulaire restitue à l'association émettrice les carnets périmés ou dont il n'a plus l'usage.

12. Toute indication chiffrée doit être exprimée en chiffres arabes.

Page 4 de la couverture

Annexe page 22

CUSTOMS CONVENTION

on the A.T.A. carnet for the temporary admission of goods

(A.T.A. Convention)

PREAMBLE

The States signatory to the present Convention.

Meeting under the auspices of the Customs Co-operation Council and the CONTRACTING PARTIES to the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO),

Having regard to proposals made by representatives of international trade and other interests for facilitating the procedures for the temporary duty-free importation of goods,

Convinced that the adoption of common procedures for the temporary duty-free importation of goods would afford considerable advantages to international commercial and cultural activities and would secure a higher degree of harmony and uniformity in the Customs systems of the Contracting Parties,

Have agreed as follows :

CHAPTER I

Definitions and approval

Article 1.

For the purposes of the present Convention :

(a) the term «import duties» means Customs duties and all other duties and taxes payable on or in connection with importation and shall include all internal taxes and excise duties chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered and do not represent and indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes;

(b) the term «temporary admission» means temporary importation free of import duties in accordance with the conditions laid down by the Conventions referred to in Article 3 of the present Convention or by the national laws the regulations of the country of importation;

(c) the term «transit» means the conveyance of goods from a Customs office in the territory of a Contracting Party to another Customs office within the same territory, in accordance with the conditions laid down in the national laws and regulations of that Contracting Party;

(d) the term «A.T.A. carnet» (Admission Temporaire - Temporary Admission) means the document reproduced as the Annex to the present Convention;

(e) the term «issuing association» means an association approved by the Customs authorities of a Contracting Party for the issue of A.T.A. carnets in the territory of that Contracting Party;

(f) the term «guaranteeing association» means an association approved by the Customs authorities of a Contracting Party to guarantee the sums referred to in Article 6 of the present Convention, in the territory of that Contracting Party;

(g) the term «the Council» means the organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December 1950;

(h) the term «person» means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Article 2.

The approval of an issuing association envisaged in paragraph (e) of Article 1 of the present Convention may be subject, in particular, to the condition that the price of A.T.A. carnets shall be commensurate with the cost of services rendered.

CHAPTER II

Scope

Article 3.

1. Each Contracting Party shall accept in lieu of its national Customs documents, and as due security for the sums referred to in Article 6 of the present Convention, A.T.A. carnets valid for its territory and issued and used in accordance with the conditions laid down in the present Convention, for goods temporarily imported under :

(a) the Customs Convention on the temporary importation of professional equipment, done at Brussels on 8th June 1961,

(b) the Customs Convention concerning facilities for the importation of goods for display or use at exhibitions, fairs, meetings or similar events, done at Brussels on 8th June 1961,

in so far as it is a Contracting Party to those Conventions.

2. Each Contracting Party may also accept A.T.A. carnets, issued and used under the same conditions, for goods temporarily imported under other international temporary importation Conventions or for temporary admission procedures under its national laws and regulations.

3. Each Contracting Party may accept A.T.A. carnets issued and used under the same conditions for transit.

4. Goods intended for processing or repair shall not be imported under cover of A.T.A. carnets.

CHAPTER III

Issue and use of A.T.A. carnets

Article 4.

1. Issuing associations shall not issue A.T.A. carnets with a period of validity exceeding one year from the date of issue. They shall indicate on the cover of the A.T.A. carnet the countries in which it is valid and the names of the corresponding guaranteeing associations.

2. Once an A.T.A. carnet has been issued no extra item shall be added to the list of goods enumerated on the reserve of the front cover of the carnet, or on any continuation sheets annexed thereto (General List).

Article 5.

The period fixed for the re-exportation of goods imported under cover of an A.T.A. carnet shall not in any case exceed the period of validity of that carnet.

CHAPTER IV

Guarantee

Article 6.

1. Each guaranteeing association shall undertake to pay to the Customs authorities of the country in which it is established the amount of the import duties and any other sums payable in the event of non-compliance with the conditions of temporary admission, or of transit, in respect of goods introduced into that country under cover of A.T.A. carnets issued by a corresponding issuing association. It shall be liable jointly and severally with the persons from whom the sums mentioned above are due, for payment of such sums.

2. The liability of the guaranteeing association shall not exceed the amount of the import duties by more than ten per cent.

3. When the Customs authorities of the country of importation have unconditionally discharged an A.T.A. carnet in respect of certain goods, they can no longer claim from the guaranteeing association payment of the sums referred to in paragraph 1 of this Article in respect of these goods. A claim may nevertheless still be made against the guaranteeing association if it is subsequently discovered that the discharge of the carnet was obtained improperly or fraudulently or that there had been a breach of the conditions of temporary admission or of transit.

4. Customs authorities shall not in any circumstances require from the guaranteeing association payment of the sums referred to in paragraph 1 of this Article if a claim has not been made against the guaranteeing association within a year of the date of expiry of the validity of the carnet.

CHAPTER V

Regularisation of A.T.A. carnets

Article 7.

1. The guaranteeing association shall have a period of six months from the date of the claim made by the Customs authorities for the sums referred to in paragraph 1 of Article 6 of the present Convention in which to furnish proof of the re-exportation of the goods under the conditions laid down in the present Convention or of any other proper discharge of the A.T.A. carnet.

2. If such proof is not furnished within the time allowed the guaranteeing association shall forthwith deposit, or pay provisionally, such sums. This deposit or payment shall become final after a period of three months from the date of the deposit or payment. During the latter period the guaranteeing association may still furnish the proof referred to in the preceding paragraph with a view to recovery of the sums deposited or paid.

3. For countries whose laws and regulations do not provide for the deposit or provisional payment of import duties, payments made in conformity with the provisions of the preceding paragraph shall be regarded as final, but the sums paid shall be refunded if the proof referred to in paragraph 1 of this Article is furnished within three months of the date of the payment.

Article 8.

1. Evidence of re-exportation of goods imported under cover of an A.T.A. carnet shall be provided by the re-exportation certificate completed in that carnet by the Customs authorities of the country into which the goods were temporarily imported.

2. If the re-exportation of goods has not been certified in accordance with paragraph 1 of this Article, the Customs authorities of the country of importation may, even if the period of validity of the carnet has already expired, accept as evidence of re-exportation of the goods :

(a) the particulars entered by the Customs authorities of another Contracting Party in the A.T.A. carnet on importation or re-importation or a certificate issued by those authorities based on the particulars entered on a voucher which has been detached from the carnet on importation or on re-importation into their territory, provided that the particulars relate to an importation or re-importation which can be proved to have taken place after the re-exportation which it is intended to establish;

(b) any other documentary proof that the goods are outside that country.

3. In any case in which the Customs authorities of a Contracting Party waive the requirement of re-exportation of certain goods admitted into their territory under cover of an A.T.A. carnet, the guaranteeing association shall be discharged from its obligations only when those authorities have certified in the carnet that the position regarding those goods has been regularised.

Article 9.

In the cases referred to in paragraph 2 of Article 8 of the present Convention, the Customs authorities shall have the right to charge a regularisation fee.

CHAPTER VI

Miscellaneous provisions

Article 10.

Customs certificates on A.T.A. carnets used under the conditions laid down in the present Convention shall not be subject to the payment of charges for Customs attendance at Customs offices and posts during the normal hours of business.

Article 11.

In the case of the destruction, loss or theft of an A.T.A. carnet while the goods to which it refers are in the territory of one of the Contracting Parties, the Customs authorities of that Contracting Party shall, at the request of the issuing association and subject to such conditions as those authorities may prescribe, accept a replacement document, the validity of which expires on the same date as that of the carnet which it replaces.

Article 12.

1. When goods temporarily imported cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

2. The Customs authorities shall, so far as possible, notify the guaranteeing association of seizures made by them or on their behalf of goods admitted under cover of A.T.A. carnets guaranteed by that association and shall advise it of the measures they intend to take.

Article 13.

A.T.A. carnets or parts of A.T.A. carnets intended to be issued in the country into which they are imported and which are sent to an issuing association by a corresponding foreign association, by an international organisation or by the Customs authorities of a Contracting Party, shall be admitted free of import duties and free of any import prohibitions or restrictions. Corresponding facilities shall be granted at exportation.

Article 14.

For the purposes of the present Convention the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

Article 15.

In the event of fraud, contravention or abuse, the Contracting Parties shall, notwithstanding the provisions of the present Convention, be free to take proceedings against persons using A.T.A. carnets, for the recovery of the import duties and other sums payable and also for the imposition of any penalties to which such persons have rendered themselves liable. In such cases the associations shall lend their assistance to the Customs authorities.

Article 16.

The Annex to the present Convention shall be constructed to be an integral part of the Convention.

Article 17.

The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded and do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multilateral agreements.

CHAPTER VII

Final provisions

Article 18.

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

Article 19.

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 18 of the present Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

Article 20.

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention :

- (a) by signing it without reservation of ratification;
- (b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or
- (c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 31st July, 1962, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. In the case envisaged in paragraph 1(b) of this Article, the present Convention shall be subject to ratification by the signatory States in accordance with their constitutional procedures.

4. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the

Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

5. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

Article 21.

1. The present Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 20 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State signing without reservation of ratification, ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has signed without reservation of ratification or deposited its instrument of ratification or accession.

Article 22.

1. The present Convention is of unlimited duration. However any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 21 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

4. Where a Contracting Party denounces the present Convention in accordance with paragraph 1 of this Article, or makes a notification under paragraph 2(b) of Article 23 or paragraph 2 of Article 25 of the present Convention, any A.T.A. carnet issued before the date when the denunciation or notification takes effect shall remain valid and the guarantee of the guaranteeing association shall hold good.

Article 23.

1. At the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention or thereafter, any State deciding to accept A.T.A. carnets in accordance with the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 3 of the present Convention, shall notify the Secretary General of the Council, specifying the cases in which it undertakes to accept A.T.A. carnets and stating the date from which such acceptance takes effect.

2. Similar notifications may be addressed to the Secretary General of the Council to :

- (a) extend the scope of any previous notifications; or
- (b) subject to paragraph 4 of Article 22 of the present Convention, restrict the scope of, or cancel any previous notifications.

Article 24.

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 18 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory or acceding States, to the Secretary General of the United Nations, to the CONTRACTING PARTIES to the GATT and to UNESCO.

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council :

- (a) that it has an objection to the recommended amendment, or

(b) that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3(b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraphs 3 and 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraphs 3 and 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below :

(a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3(b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;

(b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3(b) of this Article, on the earlier of the following two dates :

(i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;

(ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3(a), and of any communication received in accordance with paragraph 3(b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties whether the Contracting Party or Parties which have sent such a communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 25.

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification, or of depositing its instruments of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such notification shall take effect three months after the

date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council provided, however, that the Convention shall not apply to the territories named in the notification before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 22 of the present Convention, that the territory in question will not longer apply the Convention.

Article 26.

1. Any State may declare at the time of signing ratifying or acceding to the present Convention, or notify the Secretary General of the Council after becoming a Contracting Party to the Convention, that it will not accept A.T.A. carnets under the present Convention for postal traffic. Such notification shall take effect on the ninetieth day after its receipt by the Secretary General.

2. Any Contracting Party having entered a reservation as provided for in paragraph 1 of this Article may at any time withdraw such reservation by notifying the Secretary General of the Council.

3. No other reservation to the present Convention shall be permitted.

Article 27.

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory and acceding States, the Secretary General of the United Nations, the CONTRACTING PARTIES to the GATT and UNESCO of :

(a) signatures, ratifications and accessions under Article 20 of the present Convention;

(b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 21;

(c) denunciations under Article 22;

(d) notifications made in accordance with Article 23;

(e) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 24 and the date of its entry into force;

(f) notifications received in accordance with Article 25;

(g) declarations and notifications made in accordance with Article 26. and the date on which reservations or withdrawals of reservations take effect.

Article 28.

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Brussels this sixth day of December nineteen hundred and sixty-one, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in Article 20, paragraph 1, of the present Convention.

Annex to the Convention, page 1

A N N E X

MODEL OF A.T.A. CARNET

The A.T.A. carnet shall be printed in English or French
and may also be printed in a second language.

The size of the A.T.A. carnet shall be 396×210 mm.
and that of the vouchers 297×210 mm.

Annexe page 2

Page 1 of the cover

Annex page 3

(Issuing Association)

INTERNATIONAL GUARANTEE CHAIN

A. T. A. CARNET No.

CARNET DE PASSAGES EN DOUANE FOR TEMPORARY ADMISSION**CUSTOMS CONVENTION ON THE A. T. A. CARNET FOR THE TEMPORARY ADMISSION OF GOODS**

(Before completing the carnet, please read notes on page 3 of the cover)

CARNET VALID UNTIL INCLUSIVE

ISSUED BY

HOLDER

REPRESENTED BY (*)

Intended use of goods

This carnet may be used in the following countries under the guarantee of the following associations :

The holder of this carnet and his representative will be held responsible for compliance with the laws and regulations of the country of departure and the countries of importation.

Issued at (date)

(Holder's signature)

(Signature of authorised Official
of the Issuing Association)**CERTIFICATE BY CUSTOMS AUTHORITIES**

1. Identification marks have been affixed as indicated in column 7 against the following item No(s). of the General List
2. Goods examined (*).
3. Registered under reference No. (*)

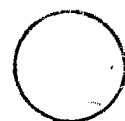
(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.



Page 2 of the cover

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

GENERAL LIST

[illegible]

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

INTERNATIONAL GUARANTEE CHAIN

A. T. A. CARNET No.

GENERAL LIST — CONTINUATION SHEET No.

(Holder's signature)

(Signature of authorised Official
of the Issuing Association)

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	Identification marks affixed by Customs	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.
(**) If different from country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.
(**) If different from country of issue of the carnet.

Annex page 7

EXPORTATION COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No.

1. The goods described in the General List under item No(s). have been exported.
2. Final date for duty-free re-importation (*)
3. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

EXPORTATION VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No.

- (A) This carnet is valid until inclusive.
- Issued by
- Holder
- Represented by (*)

(B) Temporary exportation declaration.

1. I, (**)
 (**)
 duly authorised by (*)
 (a) declare that I am temporarily exporting the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under item No(s). ;
 (b) declare that the purpose for which the goods are being temporarily exported is ;
 (c) undertake to re-import the goods within the period stipulated by the Customs office (*).
2. Identifying particulars concerning :
 (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)
 (b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance on exportation.

1. The goods referred to in the above declaration have been exported.
2. Final date for duty-free re-importation (*)
3. Other remarks (*)
4. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

(D) For official use.

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.
(**) If different from country of issue of the carnet.

Annex page 9

VOUCHER No.

CONTINUATION SHEET No.

A. T. A. CARNET No.

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(*) If different from country of issue of the carnet.

Annex page 10

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

Annex page 11

RE-IMPORTATION COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No.

1. The goods described in the General List under item No(s).

which were temporarily exported under cover of exportation voucher(s) No(s).
of this carnet have been re-imported.

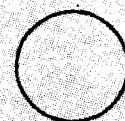
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

RE-IMPORTATION VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No.

(A) This carnet is valid until inclusive.

Issued by

Holder

Represented by (*)

(B) Re-importation declaration.

1. I.

duly authorised by (*)

(a) declare that the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under item No(s).

were temporarily exported under cover of exportation voucher(s) No(s). of this carnet;

(b) request duty-free re-importation of the said goods;

(c) declare that the said goods have not undergone any process abroad / except for those described under No(s). in the list overleaf (*).

2. Particulars concerning goods not re-imported (*)

3. Identifying particulars concerning :

(a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)

(b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance on re-importation.

1. The goods referred to in paragraph 1 of the above declaration have been re-imported.

2. Other remarks (*)

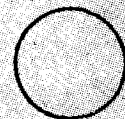
3. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

(D) For official use.

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.
(**) If different from country of issue of the carnet.

Annex page 13

IMPORTATION COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No.

The goods described in the General List under item No(s). have been temporarily imported.

Final date for re-exportation / production to the Customs (*)

Registered under reference No. (*)

Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

IMPORTATION VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No.

A) This carnet is valid until inclusive.

Issued by

Holder

Represented by (*)

B) Temporary importation declaration.

1. I,

duly authorised by (*)

(**)

(**)

(a) declare that I am temporarily importing, in compliance with the conditions laid down in the laws and regulations of the country of importation, the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under item No(s).

(b) declare that the purpose for which the said goods are being temporarily imported is at

(c) undertake to comply with these laws and regulations / and to re-export the said goods within the period stipulated by the Customs office (*);

(d) declare that the particulars entered on this voucher are true and complete.

2. Identifying particulars concerning :

(a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)

(b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance on importation.

1. The goods referred to in the above declaration have been temporarily imported.

2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*)

3. Registered under reference No. (*)

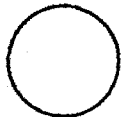
4. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

(D) For official use.

Annex page 14

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

Annex page 15

RE-EXPORTATION COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No.

1. The goods described in the General List under item No(s)
temporarily imported under cover of importation voucher(s) No(s) of this carnet have been re-exported (*).
2. Action taken in respect of goods produced but not re-exported (*)
3. Action taken in respect of goods not produced and not intended for later re-exportation (*)
4. Registered under reference No. (*)

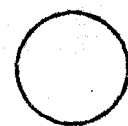
(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.



RE-EXPORTATION VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No.

- (A) This carnet is valid until inclusive.
Issued by
Holder
Represented by (*)

(B) Re-exportation declaration.

1. I, (**)
duly authorised by (*) (**)
declare that I am re-exporting the goods enumerated in the list overleaf and described in the General
List under item No(s), which were temporarily imported under cover of importation
voucher(s) No(s) of this carnet (*).
2. Particulars concerning goods produced but not intended for re-exportation (*)
3. Particulars concerning goods not produced and not intended for later re-exportation (*)
4. In support of this declaration, I present the following documents (*)
5. Identifying particulars concerning :
(a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)
(b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance on re-exportation.

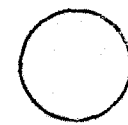
1. The goods referred to in paragraph 1 of the above declaration have been re-exported (*).
2. Action taken in respect of goods produced but not re-exported (*)
3. Action taken in respect of goods not produced and not intended for later re-exportation (*)
4. Registered under reference No. (*)
5. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

(D) For official use.

Annex page 16

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.
 (**) If different from country of issue of the carnet.

TRANSIT COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No.

Clearance for transit.

1. The goods described in the General List under item No(s) have been despatched in transit to the Customs office of
2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*)
3. Registered under reference No. (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

Certificate of discharge by the Customs office of destination.

1. The goods specified in paragraph 1 above have been re-exported / produced (*).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

TRANSIT VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No.

(A) This carnet is valid until inclusive.

Issued by

Holder

Represented by (*)

(B) Declaration of despatch in transit.

1. I, (**)
 - duly authorised by (*) (**)
 - (a) declare that I am despatching to, in compliance with the conditions laid down in the laws and regulations of the country of transit, the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under item No(s)
 - (b) undertake to comply with the laws and regulations of the country of transit and to produce these goods, with seals (if any) intact, and this carnet to the Customs office of destination within the period stipulated by the Customs;
 - (c) declare that the particulars entered in this voucher are true and correct.
2. Identifying particulars concerning :
 - (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)
 - (b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance for transit.

1. The goods referred to in the above declaration have been cleared for transit to the Customs office of
2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*)
3. Registered under reference No. (*)
4. Customs seals affixed (*)
5. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(D) Certificate of discharge by the Customs office of destination.

1. The goods referred to in the above declaration have been re-exported / produced (*).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(**) Name and address in block letters.

Annex page 18

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

Annex page 19

TRANSIT COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No.

Clearance for transit.

1. The goods described in the General List under item No(s) have been despatched in transit to the Customs office of
2. Final date for re-exportation/production to the Customs (*)
3. Registered under reference No. (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

Certificate of discharge by the Customs office of destination.

1. The goods specified in paragraph 1 above have been re-exported/produced (*).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

TRANSIT VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No.

(A) This carnet is valid until inclusive.

Issued by

Holder

Represented by (*)

(B) Declaration of despatch in transit.

1. I, (**)
 - duly authorised by (*) (**)
 - (a) declare that I am despatching to in compliance with the conditions laid down in the laws and regulations of the country of transit, the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under item No(s)
 - (b) undertake to comply with the laws and regulations of the country of transit and to produce these goods, with seals (if any) intact, and this carnet to the Customs office of destination within the period stipulated by the Customs;
 - (c) declare that the particulars entered in this voucher are true and correct.
2. Identifying particulars concerning :
 - (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)
 - (b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance for transit.

1. The goods referred to in the above declaration have been cleared for transit to the Customs office of
2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*)
3. Registered under reference No. (*)
4. Customs seals affixed (*)
5. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(D) Certificate of discharge by the Customs office of destination.

1. The goods referred to in the above declaration have been re-exported / produced (*).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

Annex page 20

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

NOTES ON THE USE OF THE A.T.A. CARNET

1. All goods covered by the carnet shall be entered in columns 1 to 6 of the General List. If the space provided for the General List on the reverse of the front cover is insufficient, continuation sheets conforming to the official model shall be used.

2. In order to close the General List, the totals of columns 3 and 5 shall be entered at the end of the list in figures and in writing. If the General List consists of several pages, the number of continuation sheets used shall be stated in figures and in writing at the foot of the list on the reverse of the front cover.

The lists on the vouchers shall be treated in the same way.

3. Each item shall be given an item number which shall be entered in column 1.

Goods comprising several separate parts (including spare parts and accessories) may be given a single item number. If so, the nature, the value and, if necessary, the weight of each separate part shall be entered in column 2 and only the total weight and value should appear in column 4 and 5.

4. When making out the lists on the vouchers, the same item numbers shall be used as on the General List.

5. To facilitate Customs control, it is recommended that the goods (including separate parts thereof) be clearly marked with the corresponding item number.

6. Items answering to the same description may be grouped provided that each item so grouped is given a separate item number. If the items grouped are not of the same value, or weight, their respective values, and, if necessary, weights shall be specified in column 2.

7. If the goods are for exhibition, the importer is advised in his own interest to enter in B, 1(b) of the importation voucher the name and address of the exhibition and of its organiser.

8. The carnet shall be completed legibly and indelibly.

9. All goods covered by the carnet should be examined and registered in the country of departure and for this purposes should be presented, together with the carnet, to the Customs authorities there, except in cases where the Customs regulations of that country do not provide for such examination.

10. If the carnet has been completed in a language other than that of the country of importation, the Customs authorities may require a translation.

11. Expired carnets and carnets which the holder does not intend to use again shall be returned by him to the issuing association.

12. Arabic numerals shall be used throughout.

ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἐπὶ τοῦ Δελτίου Α.Τ.Α. διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσδοχὴν ἐμπορευμάτων.

(Σύμβασις Α.Τ.Α.)

Προοίμιον.

Τὰ ὑπογράφοντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κράτη, Συνελθόντα ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας καὶ τῶν ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΩΝ ΜΕΡΩΝ εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου (GATT), τῇ συμβολῇ καὶ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

Λαβόντα ὑπ' ὅσιν τὰς ὑπὸ ἀντιπροσώπων τοῦ διεθνoῦς ἐμπορίου καὶ λοιπῶν ἐνδιαφερομένων γενομένας προτάσεις διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῆς διαδικασίας προσωρινῆς, ἐλευθέρως δασμῶν, εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων.

Πεπεισμένα ὅτι ἡ υἱοθέτησις κοινῆς διαδικασίας διὰ τὴν προσωρινήν, ἐλευθέραν δασμῶν, εἰσαγωγὴν ἐμπορευμάτων θὰ παρῆχε σημαντικὰ πλεονεκτήματα εἰς τὰς διεθνεῖς ἐμπορικὰς καὶ μορφωτικὰς δραστηριότητας καὶ θὰ ἐξησφάλιζεν ἀνωτέρου βαθμοῦ ἀρμονίαν καὶ ὁμοιομορφίαν εἰς τὰ τελωνειακὰ συστήματα τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Συνεφώνησαν τὰ ἐπόμενα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Ὅρισμοί καὶ ἔγκρισις.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως :

(α) διὰ τοῦ ὅρου «εἰσαγωγικοὶ δασμοὶ» νοοῦνται οἱ τελωνειακοὶ δασμοὶ καὶ πάντα τὰ λοιπὰ δικαιώματα, φόροι καὶ τέλη, τὰ εἰσπραττόμενα κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ ταύτης, ὡς καὶ πάντες οἱ ἐσωτερικοὶ φόροι καὶ φόροι καταναλώσεως, οἱ βαρύνοντες τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα, ἐξαιρουμένων τῶν τελῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων, τῶν ὁποίων τὸ ὕψος περιορίζεται εἰς τὸ κατὰ προσέγγισιν κόστος τῶν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν καὶ τὰ ὁποῖα δὲν συνιστοῦν ἔμμεσον προστασίαν τῶν ἐθνικῶν προϊόντων ἢ φόρους εἰσαγωγῆς ἀποβλέποντας εἰς ταμειευτικούς σκοποὺς·

(β) διὰ τοῦ ὅρου «προσωρινὴ εἰσδοχὴ» νοεῖται ἡ προσωρινή, ἄνευ καταβολῆς δασμῶν, εἰσαγωγὴ, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τὰς καθοριζόμενας ὑπὸ τῶν Συμβάσεων τῶν διαλαμβανομένων εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς·

(γ) διὰ τοῦ ὅρου «διαμετακόμισις» νοεῖται ἡ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ἐξ ἑνὸς Τελωνείου τοῦ ἐδάφους ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους εἰς ἕτερον Τελωνεῖον ἐντὸς τοῦ αὐτοῦ ἐδάφους, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τὰς καθοριζόμενας ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους·

(δ) διὰ τοῦ ὅρου «δελτίον Α.Τ.Α.» (ADMISSION TEMPORAIRE – TEMPORARY ADMISSION) νοεῖται τὸ ἔγγραφο τὸ παρατιθέμενον ὡς Παράρτημα τῆς παρούσης Συμβάσεως·

(ε) διὰ τοῦ ὅρου «ἐκδοτικὸς ὁργανισμὸς» νοεῖται ὁργανισμὸς ἐγκεκριμένος ὑπὸ τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν Συμβαλλομένου τινὸς Μέρους διὰ τὴν ἐκδοσιν δελτίων Α.Τ.Α. ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους·

(στ) διὰ τοῦ ὅρου «ἐγγυοδοτικὸς ὁργανισμὸς» νοεῖται ὁργανισμὸς, ἀνεγνωρισμένος ὑπὸ τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν Συμβαλλομένου τινὸς Μέρους πρὸς παροχὴν ἐγγυήσεως, καλυπτούσης τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 6 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερόμενα ποσά, ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους·

(ζ) διὰ τοῦ ὅρου «Συμβούλιον» νοεῖται ὁ ὁργανισμὸς ὁ συσταθεὶς διὰ τῆς ἰδρυτικῆς τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας Συμβάσεως, συναφθείσης ἐν Βρυξέλλαις

τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1950·

(η) διὰ τοῦ ὅρου «πρόσωπον» νοεῖται τόσον τὸ φυσικόν, ὅσον καὶ τὸ νομικόν πρόσωπον, ἐκτὸς ἐὰν τὸ κείμενον ἀπαιτῇ ἄλλως.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἔγκρισις ἐκδοτικοῦ τινος ὁργανισμοῦ ὑπὸ τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν, ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν παράγραφον (ε) τοῦ ἁρθροῦ 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύναται νὰ ἤρτηται, ἰδίᾳ, ἐκ τῆς προϋποθέσεως ὅτι ἡ τιμὴ τῶν δελτίων Α.Τ.Α. θὰ ἀντιστοιχῇ πρὸς τὸ κόστος τῶν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Πεδίον ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 3.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἀποδέχεται, εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἐθνικῶν αὐτοῦ τελωνειακῶν ἐγγράφων καὶ ὡς ἐγγύησιν διὰ τὰ ἐν ἁρθρῷ 6 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερόμενα ποσά, δελτία Α.Τ.Α. ἰσχύοντα διὰ τὸ ἐδάφος του, ἐκδιδόμενα δὲ καὶ χρησιμοποιούμενα συμφώνως πρὸς τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅρους, δι' ἐμπορεύματα προσωρινῶς εἰσαγόμενα δυνάμει :

(α) τῆς Τελωνειακῆς Συμβάσεως περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐπαγγελματικοῦ ὕλικου, συνομολογηθείσης ἐν Βρυξέλλαις τὴν 8 Ἰουνίου 1961,

(β) τῆς Τελωνειακῆς Συμβάσεως ἐπὶ τῆς παροχῆς διευκολύνσεων διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἐμπορευμάτων, προοριζομένων πρὸς ἐπίδειξιν ἢ χρησιμοποίησιν εἰς ἐκθέσεις, πανηγύρεις, συνέδρια ἢ παρομοίας ἐκδηλώσεις, συνομολογηθείσης ἐν Βρυξέλλαις τὴν 8 Ἰουνίου 1961, ἐφ' ὅσον τὸ Μέρος τοῦτο ἀποτελεῖ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὰς Συμβάσεις ταύτας.

2. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται ἐπίσης νὰ ἀποδέχεται δελτία Α.Τ.Α., ἐκδιδόμενα καὶ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους, δι' ἐμπορεύματα προσωρινῶς εἰσαγόμενα κατ' ἐφαρμογὴν ἐτέρων διεθνῶν Συμβάσεων περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἢ ἐπὶ τῇ βάσει διαδικασιῶν προσωρινῆς εἰσδοχῆς δυνάμει τῶν ἐθνικῶν αὐτοῦ νόμων καὶ κανονισμῶν.

3. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἀποδέχεται δελτία Α.Τ.Α., ἐκδιδόμενα καὶ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους, πρὸς διαμετακόμισιν.

4. Ἐμπορεύματα προοριζόμενα δι' ἐπεξεργασίαν ἢ ἐπισκευὴν δὲν θὰ εἰσάγονται ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῶν δελτίων Α.Τ.Α.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Ἐκδοσις καὶ χρησιμοποίησις τῶν Δελτίων Α.Τ.Α.

Ἄρθρον 4.

1. Οἱ ἐκδοτικοὶ ὁργανισμοὶ δὲν δύνανται νὰ ἐκδίδουν δελτία Α.Τ.Α. ὧν ἡ διάρκεια ἰσχύος ὑπερβαίνει τὸ ἐν ἔτος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκδόσεως. Οἱ ὁργανισμοὶ οὗτοι θὰ ἀναγράφουν ἐπὶ τοῦ ἐξωφύλλου τοῦ δελτίου Α.Τ.Α. τὰς χώρας δι' ἃς τοῦτο ἰσχύει, ὡς καὶ τοὺς τίτλους τῶν ἀντιστοίχων ἐγγυοδοτικῶν ὁργανισμῶν.

2. Μετὰ τὴν ἐκδοσιν τοῦ δελτίου Α.Τ.Α. οὐδεμία περαιτέρω ἐγγραφή ἐμπορεύματος θὰ προστίθεται εἰς τὸν πίνακα τῶν ἐμπορευμάτων τῶν ἀπαριθμουμένων εἰς τὴν ὀπισθίαν ὅσιν τοῦ πρώτου ἐξωφύλλου τοῦ δελτίου ἢ εἰς τὰ τυχὸν προσηρτημένα εἰς αὐτὸ συμπληρωματικὰ φύλλα (Γενικὸς Πίναξ).

Ἄρθρον 5.

Ἡ καθοριζομένη προθεσμία ἐπανεξαγωγῆς τῶν ὑπὸ τὸ καθεστὼς δελτίου Α.Τ.Α. εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ ὑπερβαίῃ τὸν χρόνον ἰσχύος τοῦ δελτίου τούτου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

'Εγγύησις.

"Αρθρον 6.

1. 'Εκαστος έγγυοδοτικός οργανισμός θα αναλάβη την υποχρέωσιν καταβολής προς τας Τελωνειακάς 'Αρχάς της χώρας εις την οποίαν έχει την έδραν αυτού, του ποσού των εισαγωγικών δασμών ως και παντός έτέρου ποσού, οφειλομένου εν περιπτώσει μη τηρήσεως των όρων της προσωρινής εισδοχής ή της διαμετακομίσεως έμπορευμάτων, εισαχθέντων εν τη Χώρα ταύτη υπό το καθεστώς δελτίων Α.Τ.Α., έκδοθέντων υπό αντίστοιχου έκδοτικού 'Οργανισμού. Ούτος θα είναι υπόχρεως, άλληλεγγύως και εις όλόκληρον μετά των προσώπων ύφ' όων οφείλονται τά άνωτέρω ποσά, εις την πληρωμήν των ποσών τούτων.

2. 'Η υπόχρεωσις του έγγυοδοτικού οργανισμού δεν θα υπερβαίνει το ποσόν των εισαγωγικών δασμών κατά ποσοστόν πλέον του 10 % τούτων.

3. 'Οσάκις αι Τελωνειακαί 'Αρχαί της χώρας εισαγωγής έξοφλήσουν άνευ έπιφυλάξεως έν δελτίον Α.Τ.Α. δι' ώρισμένα έμπορεύματα, δεν δύνανται πλέον νά άξιώσουν την παρά του έγγυοδοτικού οργανισμού πληρωμήν των εις την παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου προβλεπομένων ποσών, καθ' όσον άφορᾷ εις τά έμπορεύματα ταύτα. Ούχ' ήττον, δύναται νά έγερθῇ άξιωσις κατά του έγγυοδοτικού οργανισμού εάν διαπιστωθῇ εκ των ύστερων ότι ή έξοφλήσις του δελτίου έπετεύχθη άντικανονικώς ή δολίως ή ότι έγένητο παράβασις των όρων της προσωρινής εισδοχής ή της διαμετακομίσεως.

4. Αί Τελωνειακαί 'Αρχαί έν ούδεμιᾷ περιπτώσει θα άπαιτούν την υπό του έγγυοδοτικού οργανισμού πληρωμήν των έν παραγράφῳ 1 του παρόντος άρθρου άναφερομένων ποσών, εάν δεν ήγέρθη άπαιτήσις έναντι του οργανισμού τούτου έντός έτους από της ήμερομηνίας λήξεως της ισχύος του δελτίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τακτοποίησις των δελτίων Α.Τ.Α.

"Αρθρον 7.

1. Οί έγγυοδοτικοί οργανισμοί θα έχουν προθεσμίαν εξ μηνών, άρχομένην από της ήμερομηνίας έγέρσεως υπό των Τελωνειακών 'Αρχών άπαιτήσεως πληρωμής των έν παραγράφῳ 1 του άρθρου 6 της παρούσης Συμβάσεως άναφερομένων ποσών, διά την προσκόμισιν άποδείξεων περί της επανεξαγωγής των έμπορευμάτων, συμφώνως προς τους υπό της παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένους όρους ή περί πάσης έτέρας κανονικής έξοφλήσεως του δελτίου Α.Τ.Α.

2. 'Εάν αι άποδείξεις αύται δεν παρασχεθούν έντός της όριζομένης προθεσμίας, ο έγγυοδοτικός οργανισμός παρακαταθέτει άμέσως ή καταβάλλει προσωρινώς τά ποσά ταύτα. 'Η παρακαταθήκη ή ή καταβολή αύτη καθίσταται όριστική μετά πάροδον τριών μηνών από της ήμερομηνίας της παρακαταθήκης ή της καταβολής. Κατά την διάρκειαν της τελευταίας ταύτης προθεσμίας, ο έγγυοδοτικός οργανισμός δύναται νά προσκομίση τας προβλεπομένας εις την προηγούμενην παράγραφον άποδείξεις, προς τόν σκοπόν της έπιστροφής των παρακατατεθέντων ή καταβληθέντων ποσών.

3. Είς τας χώρας των οποίων οί νόμοι και κανονισμοί δεν προβλέπουν την παρακατάθεσιν ή την προσωρινήν καταβολήν των εισαγωγικών δασμών, αι πληρωμαί, αι πραγματοποιούμεναι συμφώνως προς τους προβλεπομένους εις την προηγούμενην παράγραφον όρους, θα θεωρούνται μέν όριστικά, τά καταβληθέντα όμως ποσά θα άποδίδωνται έφ' όσον αι εις την παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου προβλεπόμεναι άποδείξεις προσκομισθούν έντός προθεσμίας τριών μηνών από της ήμερομηνίας της πληρωμής.

"Αρθρον 8.

1. 'Η άποδείξις περί της επανεξαγωγής των βάσει δελτίου Α.Τ.Α. εισαγομένων έμπορευμάτων θα παρέχεται διά της πράξεως πιστοποιήσεως επανεξαγωγής επί του δελτίου τούτου υπό των Τελωνειακών 'Αρχών της χώρας, εις την οποίαν είχαν εισαχθῇ προσωρινώς τά έμπορεύματα.

2. 'Εάν ή επανεξαγωγή των έμπορευμάτων δεν έχει βεβαιωθῇ συμφώνως προς την παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου, αι Τελωνειακαί 'Αρχαί της χώρας εισαγωγής, δύνανται, έστω και μετά την λήξιν της ισχύος του δελτίου, νά άποδέχωνται ως άποδείξιν της επανεξαγωγής των έμπορευμάτων :

(α) Τάς υπό των Τελωνειακών 'Αρχών έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους γενομένας έγγραφάς επί του δελτίου Α.Τ.Α. κατά την εισαγωγήν ή την επανεισαγωγήν ή πιστοποιητικόν των έν λόγω 'Αρχών, βασιζόμενον επί των έγγραφών αίτινες έγέγοντο επί φύλλου άποσπώμενου εκ του δελτίου κατά την εισαγωγήν ή επανεισαγωγήν εις την χώραν των, υπό τόν όρον ότι αι έγγραφα αύται άναφέρονται εις εισαγωγήν ή επανεισαγωγήν περί όων δύναται νά άποδειχθῇ ότι πράγματι έλαβον χώραν μετά την επανεξαγωγήν, την οποίαν καλούνται νά άποδείξουν.

(β) Πᾶσαν έτέραν έγγραφον άποδείξιν περί του ότι τά έμπορεύματα εύρίσκονται εκτός της χώρας ταύτης.

3. Είς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ήν αι Τελωνειακαί 'Αρχαί Συμβαλλομένου τινός Μέρους άπαλλάσσουν της προς επανεξαγωγήν υποχρέωσεως ώρισμένα έμπορεύματα εισαχθέντα εις τό έδαφός των βάσει δελτίου Α.Τ.Α., ο έγγυοδοτικός οργανισμός δεν άπαλλάσσεται των υποχρεώσεών του, ει μή μόνον έφ' όσον αι άρχαί αύται βεβαιούν επί του δελτίου ότι ή κατάστασις των έμπορευμάτων τούτων έχει τακτοποιηθῇ.

"Αρθρον 9.

Είς τας περιπτώσεις τας προβλεπομένας εις την παράγραφον 2 του άρθρου 8 της παρούσης Συμβάσεως, αι Τελωνειακαί 'Αρχαί θα έχουν τό δικαίωμα έπιβολής τέλους διακανονισμού.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Διάφοροι διατάξεις.

"Αρθρον 10.

Αί τελωνειακαί θεωρήσεις επί των κατά τους όρους της παρούσης Συμβάσεως χρησιμοποιουμένων δελτίων Α.Τ.Α. δεν συνεπάγονται την υποχρέωσιν καταβολής οίασδήποτε άμοιβής διά την παροχήν τελωνειακών υπηρεσιών έφ' όσον αύται διεξάγονται εις τό τελωνειακόν κατάστημα ή τους τελωνειακούς σταθμούς κατά τας κεκανονισμένας ώρας λειτουργίας αύτων.

"Αρθρον 11.

Είς περίπτωσιν καταστροφής, άπωλείας ή κλοπής του δελτίου Α.Τ.Α., καθ' όν χρόνον τά εις ά άναφέρεται τούτο έμπορεύματα εύρίσκονται έντός του έδάφους ενός των Συμβαλλομένων Μερών, αι Τελωνειακαί 'Αρχαί του Συμβαλλομένου τούτου Μέρους θα άποδέχωνται, επί τη αίτήσει του έκδοτικού οργανισμού και υπό την έπιφύλαξιν των υπό των άρχών τούτων τασσομένων όρων, ένα τίτλον άντικαταστάσεως, του οποίου ή ισχύς λήγει την αύτην ήμερομηνίαν μέ εκείνην του δελτίου όπερ άντικαθιστᾷ.

"Αρθρον 12.

1. 'Εάν τά προσωρινώς εισαγόμενα έμπορεύματα δεν δύνανται νά επανεξαχθούν λόγω κατασχέσεως, μη έπιβληθείσης συνεπεία αίτήσεως ιδιωτών, ή υποχρέωσις της επανεξαγωγής θα άναστέλληται έφ' όσον χρόνον διαρκεί ή κατάσχεσις.

2. Αί τελωνειακαί 'Αρχαί θα γνωστοποιούν, εις οίαν έκτασιν τούτο είναι δυνατόν, προς τόν έγγυοδοτικόν όργα-

νισμόν τὰς παρ' αὐτῶν ἢ τῇ αἰτήσῃ των διενεργουμέναις κατασχέσεις ἐμπορευμάτων, εἰσαχθέντων βάσει δελτίου Α.Τ.Α., ὑπὲρ ὧν ἡγγυήθη ὁ ὀργανισμὸς οὗτος καὶ θὰ ἀνακοινοῦν αὐτῷ τὰ μέτρα, ἅτινα προτίθενται νὰ λάβουν.

ἜΑρθρον 13.

Δελτία Α.Τ.Α. ἢ μέρη αὐτῶν, προοριζόμενα πρὸς ἐκδοτὶν εἰς τὴν χώραν εἰσαγωγῆς των καὶ ἀποστελλόμενα εἰς ἐκδοτὶν τινὰ Ὀργανισμόν ὑπὸ ἀντιστοίχου ἀλλοδαποῦ Ὀργανισμοῦ, ὑπὸ διεθνούς ὀργανώσεως ἢ ὑπὸ τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν Συμβαλλόμενον τινὸς Μέρους θὰ εἰσάγονται ἄνευ καταβολῆς δατμῶν καὶ ἐλευθέρα πάσης ἀπαγορεύσεως ἢ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς. Ἀνάλογοι διευκολύνσεις θὰ παρέχονται κατὰ τὴν ἐξαγωγὴν.

ἜΑρθρον 14.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἅτινα συνιστοῦν τελωνειακὴν ἢ οἰκονομικὴν ἑνωσιν, δύνανται νὰ θεωρῶνται ὡς ἐνιαῖον ἔδαφος.

ἜΑρθρον 15.

Ἐν περιπτώσει ἀπάτης, παραβάσεως ἢ καταχρήσεως, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα ὅπως, παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, κινήσουν δικαστικὴν διώξιν ἐναντίον προσώπων χρησιμοποιοῦντων δελτία Α.Τ.Α., ἐπὶ τῷ τέλει εἰσπράξεως τῶν εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ ἐτέρων ὀφειλομένων ποσῶν, ὡς καὶ ἐπιβολῆς τῶν εἰς αὐτὰ πρόσωπα ταῦτα ὑπόκεινται ποινῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, οἱ ὀργανισμοὶ ὀφείλουν ὅπως παρέχουν τὴν συνδρομὴν των πρὸς τὰς Τελωνειακὰς Ἀρχάς.

ἜΑρθρον 16.

Τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωρεῖται ὡς ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος αὐτῆς.

ἜΑρθρον 17.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καθιεροῦν τὸ ἐλάχιστον ὅριον τῶν παρεχομένων διευκολύνσεων καὶ δὲν ἐμποδίζουν τὴν καθιέρωσιν μεγαλύτερων διευκολύνσεων, τὰς ὁποίας Συμβαλλόμενά τινα Μέρη παρέχουν ἢ ἐνδέχεται νὰ παρέξουν εἰς τὸ μέλλον διὰ μονομερῶν διατάξεων ἢ βάσει διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Τελικαὶ διατάξεις.

ἜΑρθρον 18.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ συνέρχωνται, ὅσakis παρίσταται ἀνάγκη, ἵνα ἐξετάζουν τὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἰδίᾳ ἵνα μελετοῦν μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν ὁμοιομορφίας ἐν τῇ ἐρμηνείᾳ καὶ τῇ ἐφαρμογῇ ταύτης.

2. Αἱ σύνοδοι αὗται θὰ συγκαλοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, ἐπὶ τῇ αἰτήσῃ οἰουδήποτε Συμβαλλομένου Μέρους. Αἱ σύνοδοι θὰ λαμβάνουν χώραν εἰς τὴν ἑδρὰν τοῦ Συμβουλίου, ἐκτὸς ἐὰν τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἤθελον ἄλλως ἀποφασίσαι.

3. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ καταρτίσουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμόν τῶν συνόδων αὐτῶν. Αἱ ἀποφάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τοῦλάχιστον τῶν παρόντων καὶ μετερχόντων εἰς τὴν ψηφοφορίαν Συμβαλλομένων Μερῶν.

4. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν δύνανται νὰ λαμβάνουν ἀπόφασιν ἐπὶ οἰουδήποτε θέματος, πλὴν ἐὰν παρίσταται πλεον τοῦ ἡμίσεος αὐτῶν.

ἜΑρθρον 19.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορῶσα εἰς τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ διευθετῇται, κατὰ τὸ δυνατόν, δι' ἀπ' εὐθείας μεταξὺ αὐτῶν διαπραγματεύσεων.

2. Πᾶσα διαφορὰ, μὴ διευθετηθεῖσα δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, θὰ φέρεται ὑπὸ τῶν διαφωνούντων Συμβαλλομένων Μερῶν ἐνώπιον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, συνερχομένων συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 18 τῆς παρούσης Συμβάσεως, πρὸς ἐξέτασιν τῆς διαφορᾶς καὶ διατύπωσιν συστάσεων πρὸς διευθέτησιν ταύτης.

3. Τὰ ἐν διαφωνίᾳ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐκ τῶν προτέρων, ὅπως ἀποδεχθοῦν ὡς δεσμευτικὰς τὰς συστάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

ἜΑρθρον 20.

1. Πᾶν Κράτος-Μέλος τοῦ Συμβουλίου καὶ πᾶν Κράτος-Μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν ἐξειδικευμένων ὀργανώσεων αὐτοῦ δύνανται νὰ καταστήθῃ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν :

(α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης, ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως :

(β) διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἐφ' ὅσον ὑπέγραψε ταύτην ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως, ἢ

(γ) διὰ προσχωρήσεως εἰς ταύτην.

2. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων Κρατῶν, μέχρι τῆς 31ης Ἰουλίου 1962 εἰς τὴν ἐν Βρυξέλλαις ἑδρὰν τοῦ Συμβουλίου. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ διὰ προσχωρήσιν αὐτῶν.

3. Εἰς τὴν ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένην περίπτωσιν, ἢ παρούσα Σύμβασις θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπικυρώσιν ὑπὸ τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν, συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς συνταγματικὰς διαδικασίας αὐτῶν.

4. Πᾶν Κράτος, μὴ μέλος τῶν ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων Ὀργανισμῶν, πρὸς ὃ ἔχει ἀπευθυνθῇ πρόσκλησις πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῇ αἰτήσῃ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δύνανται νὰ καταστήθῃ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν διὰ προσχωρήσεως μετὰ τὴν θέσιν ταύτης ἐν ἰσχύϊ.

5. Τὰ ὅργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως θὰ κατατεθοῦν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

ἜΑρθρον 21.

1. Ἡ ἰσχὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄρχεται μετὰ πάροδον τριῶν μηνῶν ἀφ' ὅτου πέντε ἐκ τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 20 ἀναφερομένων Κρατῶν ὑπέγραψαν ταύτην ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ κατέθεσαν τὰ ὅργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτῶν.

2. Διὰ πᾶσαν χώραν ὑπογράφουσιν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, ἐπικυροῦσιν ἢ προσχωροῦσιν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε Κρατῶν ὑπογραφὴν ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ τὴν ὑπ' αὐτῶν κατέθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἢ παρούσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ χώρας ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ κατέθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτῆς.

ἜΑρθρον 22.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις συνομολογεῖται δι' ἀπεριόριστον διάρκειαν ἰσχύος. Οὐχ' ἦττον, οἰουδήποτε ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ καταγγείλῃ ταύτην εἰς πάντα χρόνον μετὰ τὴν κατὰ τὸ ἄρθρον 21 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς.

2. Ἡ καταγγελία γνωστοποιεῖται δι' ἐγγράφου, κατατιθεμένου εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

3. Ἡ καταγγελία ἄρχεται ἰσχύουσα ἅμα τῇ παρελεύσει ἑξ μηνῶν ἀπὸ τῆς λήψεως τοῦ ὀργάνου καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

4. Ὅσakis Συμβαλλόμενον Μέρος καταγγέλλῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ προβαίνει εἰς γνωστοποίησιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2(β) τοῦ ἄρθρου 23 ἢ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 25 τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶν δελτίον Α.Τ.Α. ἐκδοθὲν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας, ἀφ' ἧς θεωρεῖται ἰσχύουσα ἢ καταγγελία ἢ ἡ γνωστοποίησις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ καὶ ἡ ἐγγύησις τοῦ ἐγγυοδοτικοῦ ὀργανισμοῦ θὰ θεωρῇται ἰσχυρὰ.

"Αρθρον 23.

1. Κατά την υπογραφήν, την επικύρωσιν ή την προσχώρησιν εις την παρούσαν Σύμβασιν ή εις μεταγενέστερον χρόνον οιαδήποτε χώρα ήτις αποφασίζει να αποδεχθῇ τὰ δελτία Α.Τ.Α., συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ άρθρου 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ γνωστοποιῇ τοῦτο εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, προσδιορίζουσα τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ἀποδοχῆς δελτίων Α.Τ.Α. καὶ καθορίζουσα τὴν ἡμερομηνίαν ἀφ' ἧς ἡ ἀποδοχὴ αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα.

2. Ἀνάλογοι γνωστοποιήσεις δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ἐπὶ σκοπῷ :

(α) ἐπεκτάσεως τοῦ πεδίου ἐφαρμογῆς προγενεστέρων γνωστοποιήσεων·

(β) ἀκυρώσεως ἢ περιορισμοῦ τοῦ πεδίου ἐφαρμογῆς προηγουμένων γνωστοποιήσεων, τηρουμένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4 τοῦ άρθρου 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

"Αρθρον 24.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, συνερχόμενα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου 18 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύνανται νὰ προτείνουν τροποποιήσεις ταύτης.

2. Τὸ κείμενον οιαδήποτε τροποποιήσεως οὕτω προτεινομένης ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, εἰς ἅπαντα τὰ λοιπὰ υπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν, εἰς τὰ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ τῆς GATT καὶ εἰς τὴν UNESCO.

3. Ἐντὸς προθεσμίας ἑξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, οἰονδήποτε Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου :

(α) ὅτι ἔχει ἀντίρρησην ὡς πρὸς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν,

(β) ὅτι, καίτοι προτίθεται ν' ἀποδεχθῇ τὴν προτεινομένην τροποποίησιν, αἱ ἀναγκαῖαι προϋποθέσεις διὰ τὴν ἀποδοχὴν ταύτης δὲν ἔχουν πληρωθῇ εἰσέτι εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ.

4. Ἐὰν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπευθύνῃ τὴν προβλεπόμενην εἰς τὴν παράγραφον 3(β) τοῦ παρόντος άρθρου ἀνακοίνωσιν, δύναται, ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει γνωστοποιήσει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ὑπ' αὐτοῦ ἀποδοχὴν τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, νὰ προβάλῃ ἀντίρρησην εἰς τὴν τοιαύτην τροποποίησιν ἐντὸς προθεσμίας ἐννέα μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος άρθρου ἐξαμήνου προθεσμίας.

5. Ἐφ' ὅσον ἤθελε διατυπωθῇ ἀντίρρησης κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος άρθρου, ἡ τροποποιήσις λογίζεται μὴ γενομένη ἀποδεκτὴ καὶ παραμένει ἄνευ αποτελέσματος.

6. Ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως διετυπώθῃ, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος άρθρου, ἡ τροποποιήσις λογίζεται ὡς γενομένη ἀποδεκτὴ ἀπὸ τῆς ὡς κατωτέρω καθοριζομένης ἡμερομηνίας :

(α) ἐὰν οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπηύθυνεν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος άρθρου, ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς εἰς τὴν παράγραφον 3 ὀριζομένης ἐξαμήνου προθεσμίας,

(β) ἐὰν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπηύθυνεν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος άρθρου, ἀπὸ τῆς ἐγγυτέρας τῶν κάτωθι δύο ἡμερομηνιῶν :

(i) τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἅπαντα τὰ ἀποστειλαντα τοιαύτην ἀνακοίνωσιν Συμβαλλόμενα Μέρη ἐγνωστοποίησαν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι, ἐφ' ὅσον ἅπασαι αἱ ἀποδοχαὶ ἐγνωστοποιήθησαν πρὸ τῆς παρόδου τῆς ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ

παρόντος άρθρου προβλεπομένης ἐξαμήνου προθεσμίας, ὡς τοιαύτη ἡμερομηνία λογίζεται ἡ ἡμερομηνία λήξεως τῆς εἰρημένης ἐξαμήνου προθεσμίας·

(ii) τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος άρθρου ἐννεαμήνου προθεσμίας.

7. Πᾶσα τροποποίησις, λογιζομένη ὡς ἀποδεκτὴ γενομένη, τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἑξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν αὕτη ἐλογίσθη ὡς γενομένη ἀποδεκτὴ.

8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ, τὸ ταχύτερον δυνατόν, πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη πᾶσαν ἀντίρρησην, διατυπωθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(α), ὡς καὶ πᾶσαν ἀνακοίνωσιν ἀπευθυνθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(β) τοῦ παρόντος άρθρου. Οὗτος πληροφορεῖ περαιτέρω ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐὰν τὸ ἢ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα ἀπηύθυναν τὴν τοιαύτην ἀνακοίνωσιν, προβάλλουν ἀντίρρησην κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως ἢ ἀποδέχονται ταύτην.

9. Οιαδήποτε χώρα, ἐπικυροῦσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἢ προσχωροῦσα εἰς αὐτήν, λογίζεται ὡς ἀποδεχομένη ἁπᾶσας τὰς τροποποιήσεις τὰς ἰσχύουσας κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτῆς.

"Αρθρον 25.

1. Οιαδήποτε χώρα δύναται εἴτε κατὰ τὸν χρόνον τῆς υπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ καταθέσεως τοῦ ὄργανου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, εἴτε μεταγενεστέρως, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου ὅτι ἡ παρούσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται ἐπὶ πάντων ἢ τινων ἐκ τῶν ἐδαφῶν, διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων εἶναι ὑπεύθυνος. Ἡ γνωστοποίησις αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας περιελεύσεως ταύτης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν πάντως ὅτι ἡ Σύμβασις δὲν θὰ ἐφαρμοσθῇ ἐπὶ τῶν ἐν τῇ γνωστοποίησει ἀναφερομένων ἐδαφῶν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς ὡς πρὸς τὴν περὶ ἧς πρόκειται χώραν.

2. Πᾶσα χώρα, ἡ ὁποία προῆλθε, δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος άρθρου, εἰς γνωστοποίησιν, ἐπεκτείνουσαν τὴν παρούσαν Σύμβασιν εἰς πᾶν ἕδαφος διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου εἶναι ὑπεύθυνος, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅτι τὸ ἐν λόγῳ ἕδαφος θὰ παύσῃ ἐφεξῆς ἐφαρμόζον τὴν Σύμβασιν.

"Αρθρον 26.

1. Πᾶσα χώρα δύναται νὰ δηλώσῃ κατὰ τὸν χρόνον τῆς υπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἢ, ἐφ' ὅσον ἔχει καταστή Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπόμενα δελτία Α.Τ.Α. διὰ τὰς ταχυδρομικὰς ἀποστολάς. Ἡ γνωστοποίησις αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστήν ἡμέραν ἀπὸ τῆς περιελεύσεως ταύτης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον διετύπωσεν ἐπιφύλαξιν, κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος άρθρου, δύναται καθ' οἰονδήποτε χρόνον νὰ ἄρῃ τὴν ἐπιφύλαξιν ταύτην διὰ γνωστοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

3. Οὐδεμία ἐτέρα ἐπιφύλαξις εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἐπιτρέπεται.

"Αρθρον 27.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, τὰς λοιπὰς υπογραφάσας ἢ προσχωρησάσας εἰς τὴν Σύμβασιν χώρας, πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν,

πρὸς τὰ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου (GATT), ὡς καὶ πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO):

(α) τὰς βάσει τοῦ ἄρθρου 20 τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑπογραφάς, ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις·

(β) τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 21·

(γ) τὰς συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 22 καταγγελίας·

(δ) τὰς συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 23 γενομένας γνωστοποιήσεις·

(ε) πᾶσαν τροποποίησιν λογιζομένην ὡς γενομένην ἀποδεκτὴν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 22, ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ταύτης ἐν ἰσχύι·

(στ) τὰς συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 25 ληφθείσας γνωστοποιήσεις·

(ζ) τὰς δηλώσεις καὶ γνωστοποιήσεις τὰς γενομένας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 26, ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ ἐπιφυλάξεις ἢ αἱ ἄρσεις τούτων τίθενται ἐν ἰσχύι.

Ἄρθρον 28.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, τῇ αἰτήσῃ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις, τὴν ἕκτῃ Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους χίλια ἑνεακόσια ἐξήκοντα ἓν, εἰς τὰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλώσσας, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων τούτων ἐχόντων τὴν αὐτὴν αὐθεντικὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον πρωτότυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου, ὅστις θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα τούτου εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 20 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Σελ. 1 - 2 τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμβάσεως

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

Τὸ δελτίον Α.Τ.Α. ἐκτυποῦται εἰς τὴν Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικήν, δύναται δὲ νὰ ἐκτυποῦται καὶ εἰς δευτέραν τινὰ γλῶσσαν. Αἱ διαστάσεις τοῦ δελτίου Α.Τ.Α. θὰ εἶναι 396×210 χιλιοστόμετρα, τῶν δὲ φύλλων 297×210 χιλιοστόμετρα.

Σελίς 3 Παραρτήματος

Σελίς 1 έξωφύλλου

(Έκδούς 'Οργανισμός).....
ΔΙΕΘΝΕΣ ΕΓΓΥΟΔΟΤΙΚΟΝ ΔΙΚΤΥΟΝ 'Αριθ.Δελτίου Α.Τ.Α. :::::

ΔΕΛΤΙΟΝ ΔΙΕΥΛΕΥΣΕΩΣ ΔΙΑ ΤΟΥ ΤΕΛΩΝΕΙΟΥ ΕΠΙ ΠΡΟΣΩΡΙΝΗ ΕΙΣΔΟΧΗ
ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΕΠΙ ΤΟΥ ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α. ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΩΡΙΝΗΝ ΕΙΣΔΟΧΗΝ
ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

(Πρό της συμπληρώσεως του δελτίου, αναγνώσατε τὰς σημειώσεις της
σελ. 3 του έξωφύλλου)

ΔΕΛΤΙΟΝ ΙΣΧΥΟΝ ΜΕΧΡΙ ΤΗΣ ΠΕΡΙΛΑΜΒΑΝΟΜΕΝΗΣ .
ΕΚΔΟΘΕΝ ΥΠΟ :
ΚΑΤΟΧΟΣ

ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΥΟΜΕΝΟΣ ΥΠΟ (*).....
Χρήσις δι' ἣν προορίζονται τὰ ἐμπορεύματα

Τὸ παρὸν δελτίον ἰσχύει διὰ τὰς κατωτέρω χώρας, ὑπὸ τὴν ἐγγύησιν τῶν ἀκο-
λουθῶν 'Οργανισμῶν :

'Ο κάτοχος τοῦ παρόντος δελτίου καὶ ὁ ἀντιπρόσωπος αὐτοῦ ὑποχρεοῦνται ὡς
συμμορφῶνται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τῆς χώρας ἀναχωρήσεως καὶ
τῶν χωρῶν εἰσαγωγῆς.

'Εκδοθέν ἐν τὴν

('Υπογραφή κατόχου)

('Υπογραφή ἐντεταλμένου ὑπαλλήλου
τοῦ ἐκδόντος 'Οργανισμοῦ)

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΣΙΣ ΤΩΝ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΩΝ ΑΡΧΩΝ

1. Σημεῖα ἐξακριβώσεως τῆς ταυτότητος ἐπετέθησαν, ὡς ἀναφέρονται εἰς τὴν στή-
λην 7, ἐναντι τῶν ἀκολουθῶν ἀξόντων ἀριθμῶν τοῦ Γενικοῦ Πίνακος.....
2. 'Εγένετο ἐξέτασις τῶν ἐμπορευμάτων (*)
3. Κατεχωρήθησαν ὑπ' ἀριθ. πρωτ. (*)

.....
(Τελωνεῖον) (Τόπος) (Χρονολογία) ('Υπογραφή καὶ σφραγίς)

(*) Διαγράφεται ἐὰν δέν συντρέχη περίπτωσις

Σελίς 2 ἔξωφύλλου

.....
(Τελωνεῖον) (Γόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(Τελωνεῖτον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

FENIKOE HINA E

[illegible]

(*) 'Εμπορική αξία εις τήν χώραν ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

(**) 'Εάν είναι διάφορος της χάρας ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

Σελίς 5 Παραρτήματος

ΔΙΕΘΝΕΣ ΕΓΓΥΟΛΟΓΙΚΟΝ ΔΙΚΤΥΟΝ

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

ΓΕΝΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ - ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΟΝ ΦΥΛΛΟΝ Νο.....

.....
(Υπογραφή κατόχου).....
(Υπογραφή εντεταλμέ-
νου υπαλλήλου τοῦ ἐκ-
δότος Ὁργανισμοῦ)

Αἰσων ἀριθμός	Ἐμπορευματολογικὴ περιγραφὴ τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τυχόν ὑπάρχοντα σημεῖα καὶ ἀριθμοὶ	Ἀριθμός (κόλων)	Βάρος ἢ ποσότης	Ἀξία (*)	Χώρα προ- έλευσεως (**)	Σημεῖα ἐξακριβώ- σεως τῆς ταυτότη- τος ἐπιτεθέντα ὑπὸ τοῦ Τελωνεῖου	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Ἐκ μεταφορᾶς						
	Ἐκ μεταφορᾶν						

(*) Ἐμπορικὴ ἀξία εἰς τὴν χώραν ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

(**) Ἐάν εἶναι διάφορος τῆς χώρας ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

Σελίς 6 Παραρτήματος

Αύξων αριθμός	Εμπορευματολογική περιγραφή τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τυχόν ὑπάρχοντα σημεῖα καὶ ἀριθμοί	Ἀριθμός (κώλυ)	Βάρος ἢ ποσότης	Ἀξία (*)	Χώρα προ- έλευσεως(**)	Σημεῖα ἐξακριβώ- σεως τῆς ταυτότη- τος ἐπιτεθέντα ὑπὸ τοῦ Τελωνείου	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Ἐκ μεταφορᾶς						
	Εἰς μεταφορὰν						

(*) Ἐμπορική ἀξία εἰς τὴν χώραν ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

(**) Ἐάν εἶναι διάφορος τῆς χώρας ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

Σελίς 7 Παραρτήματος

ΣΤΕΛΕΧΟΣ ΕΞΑΓΩΓΗΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α. :::::

1. Τά εις τόν Γενικόν Πίνακα περιγραφόμενα έμπορεύματα ύπ' αΰξ. άριθ. έξήχθησαν.
2. Τελευταία ήμερομηνία διά τήν άνευ καταβολής δασμών επανεισαγωγήν(*)
3. Λοιπαί παρατηρήσεις (*).....

(Τελωνεϊον) (Τόπος) (Χρονολογία) .. (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη περίπτωσις



ΦΥΛΛΟΝ ΕΞΑΓΩΓΗΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α. :::::

- (Α) Τό παρόν δελτίον ισχύει μέχρι της περιλαμβανομένης.
 Έκδοθέν υπό
 Κατοχος
 Αντιπροσωπευόμενος υπό (*)

(Β) Δήλωσις περί προσωρινής εξαγωγής.

1. Ο υπογεγραμμένος (**)
 δεόντως εξουσιοδοτημένος υπό(*) (**)
 (α) δηλώ ότι εξαγω προσωρινώς τά άπαιθμούμενα εις τήν ύπισθεν κα-
 τάστασιν έμπορεύματα, περιγραφόμενα εις τόν Γενικόν Πίνακα ύπ'
 αΰξ. άριθ.
 (β) δηλώ ότι ό σκοπός, δι' όν τά έμπορεύματα εξαγονται προσωρινώς,
 είναι
 (γ) αναλαμβάνω τήν ύποχρέωσιν όπως επανεισαγάγω τά έμπορεύματα έντός
 της υπό του Τελωνεϊου ταχθείσης προθεσμίας(*)..

2. Στοιχετα εξακριβώσεως της ταυτότητος, άφορώντα εις:

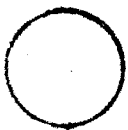
- (α) Τά κόδα (άριθμός, είδος, σημετα κλπ.) (*).....
- (β) τό μεταφορικόν μέσον (*).....

..... (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή)

(Γ) Τελωνισμός κατά τήν εξαγωγήν.

1. Τά έν τη άνωτέρω δηλώσει αναφερόμενα έμπορεύματα έξήχθησαν.
2. Τελευταία ήμερομηνία διά τήν άνευ καταβολής δασμών επανεισαγωγήν(*)
3. Λοιπαί παρατηρήσεις (*)
4. Τό παρόν φύλλον δέον νά άποσταλῃ εις τό Τελωνεϊον(*)

(Τελωνεϊον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)



(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη
 περίπτωσις.

(**) Ονοματεπώνυμον καί διεύθυνσις,
 διά κεφαλαίων γραμμάτων.

(Δ) Χώρος δι' ύπηρεσιακήν χρῆσιν.

Σελίς 9 Παραρτήματος

.....ΦΥΛΛΟΝ Νο

'Αριθ.Δελτίου ΑΤΑ

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΟΝ ΦΥΛΛΟΝ Νο

Αξων αριθμός	Εμπορευματολογική περιγραφή των εμπορευμάτων και τυχόν υπάρχοντα σημεία και αριθμοί	Αριθμός (κώλων)	Βάρος ή ποσότης	Αξία (*)	Χώρα προ- έλευσεως (**)	Δι' υπηρεσιακήν χρήσιν	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Εκ μεταφορᾶς						
	ΕΙς μεταφοράν						

(*) Εμπορική αξία εις τήν χώραν εκδόσεως του δελτίου

(**) Εάν είναι διάφορος τῆς χώρας εκδόσεως του δελτίου

Σελίς 10 Παραρτήματος

Α/Α Αριθμός	Εμπορευματολογική περιγραφή των εμπορευμάτων καθ' ύλην υπάρχοντα σημετά και αριθμοί	Αριθμός (κώλων)	Βάρος ή ποσότης	Αξία(*)	Χώρα προ- έλευσης(**)	Δι' Υπηρεσιακήν Χρήσιν	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Εκ μεταφοράς						
	Εκ μεταφορών						

(*) Εμπορική αξία εις την χώραν εκδόσεως του δελτίου

(**) Εάν είναι διάφορος της χώρας εκδόσεως του δελτίου

Σελίς 11 Παραρτήματος

ΕΠΕΛΕΧΟΣ ΕΠΑΝΕΙΣΑΓΩΓΗΣ Νο. ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

1. Τά εις τόν Γενικόν Πίνακα περιγραφόμενα έμπορεύματα υπ' αὐξ. αριθ.
 προσωρινῶς βάσει τῶν φύλλων εξαγωγῆς Νο. έξαχθέντα
 τοῦ παρόντος δελτίου, επανεισήχθησαν.
2. Λοιπαί παρατηρήσεις (*).

(Τελωνεῖτον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχει περίπτωσης

ΦΥΛΛΟΝ ΕΠΑΝΕΙΣΑΓΩΓΗΣ Νο. ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

- (Α) Τό παρόν δελτίον ισχύει μέχρι τῆς περιλαμβανομένης.
 Έκδοθέν υπό
 Κάτοχος
 Αντίπροσωπευόμενος υπό (*)

(Β) Δήλωσις περί επανεισαγωγῆς.

1. Ο υπογεγραμμένος (**)
 δεδντως εξουσιοδοτημένος υπό (*) (**)
 (α) δηλῶ ὅτι τά εις τήν ὀπισθεν κατάστασιν ἀριθμούμενα έμπορεύμα-
 τα, περιγραφόμενα εις τόν Γενικόν Πίνακα υπ' αὐξ. αριθ.
 έξήχθησαν προσωρινῶς βάσει τῶν φύλλων εξαγωγῆς Νο.
 τοῦ παρόντος δελτίου.
 (β) αἰτοῦμαι τήν ἐλευθέραν δασμῶν επανεισαγωγῆν τῶν εἰρημένων έμπο-
 ρευμάτων.
 (γ) δηλῶ ὅτι τά εἰρημένα έμπορεύματα οὐδεμίαν επεξεργασίαν υπέστησαν
 ἐν τῇ ἀλλοδαπῇ, ἐκτός τῶν περιγραφομένων υπ' αὐξ. αριθ.
 εις τήν ὀπισθεν κατάστασιν (*)
2. Στοιχεῖτα ἀφορῶντα εις έμπορεύματα μή επανεισαχθέντα (*)
3. Στοιχεῖτα έξακριβώσεως τῆς ταυτότητος ἀφορῶντα εις:
 (α) Τά κῶλα (ἀριθμός, εἶδος, σημεῖα, κλπ.) (*)
 (β) τό μεταφορικόν μέσον (*)

 (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή)

(Γ) Τελωνισμός κατά τήν επανεισαγωγήν.

1. Τά ἐν παραγράφῳ 1 τῆς ἀνωτέρω δηλώσεως ἀναφερόμενα έμπορεύματα επαν-
 εισήχθησαν.
 2. Λοιπαί παρατηρήσεις (*)
 3. Τό παρόν φύλλον δέον νά κοιναλῇ εις τό Τελωνεῖτον (*)

(Τελωνεῖτον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχει
 περίπτωσης.(**) Ονοματεπώνυμον καί διεύθυνσις,
 διὰ κεφαλαίων γραμμάτων.

(Δ) Χῶρος δι' υπηρεσιακὴν χρῆσιν.

Σελίδα 13 Παραρτήματος

ΣΤΕΛΕΧΟΣ ΕΙΣΑΓΩΓΗΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

1. Τά εις τόν Γενικόν Πίνακα περιγραφόμενα έμπορεύματα υπ' α'ξ. αριθ.
2. Τελευταία ήμερομηνία πρὸς επανεξαγωγήν/προσκόμισιν εις τό Τελωνετον (*)
3. Κατεχωρήθησαν υπ' αριθ. πρωτ. (*)
4. Λοιπαί παρατηρήσεις (*)

(Τελωνετον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη περίπτωσης.

ΦΥΛΛΟΝ ΕΙΣΑΓΩΓΗΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

- (Α) Τό παρόν δελτίον ισχύει μέχρι της περιλαμβανομένης.
 Έκδοθέν υπό
 Κάτοχος
 Αντιπροσωπευόμενος υπό (*)

(Β) Δήλωσης περί προσωρινής εισαγωγής.

1. Ο υπογεγραμμένος (**)
 δεόντως εξουσιοδοτημένος υπό (*) (**)
 (α) δηλώ ότι εισάγω προσωρινώς, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς καθο-
 ριζομένους υπό τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας εισαγωγῆς, τὰ
 ἀπαραριθμούμενα εις τὴν ὀπισθεν κατὰστασιν έμπορεύματα, περιγρα-
 φόμενα εις τόν Γενικόν Πίνακα υπ' α'ξ. αριθ.
 (β) δηλώ ότι ὁ σκοπός, δι' ὃν τὰ εἰρημένα έμπορεύματα εισάγονται,
 προσωρινώς, εἶναι
 (γ) ἀναλαμβάνω τὴν ὑποχρέωσιν ὥπως συμμορφῶμαι πρὸς τοὺς ἀνωτέρω
 νόμους καὶ κανονισμοὺς/καὶ επανεξαγάγω τὰ εἰρημένα έμπορεύμα-
 τα ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ Τελωνείου ταχθείσης προθεσμίας (*) ..
 (δ) δηλώ ότι τὰ καταχωρηθέντα εις τό παρόν φύλλον στοιχεῖα εἶναι
 ἀκριβῆ καὶ πλήρη.
2. Στοιχεῖα εξακριβώσεως τῆς ταυτότητος, ἀφορῶντα εις:
 (α) τὰ κῶδα (ἀριθμός, εἶδος, σημεῖα κλπ.) (*) ..
 (β) τό μεταφορικόν μέσον (*) ..

 (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή)

(Γ) Τελωνισμός κατά τήν εισαγωγήν.

1. Τά ἐν τῇ ἀνωτέρω δηλώσει ἀναφερόμενα έμπορεύματα εἰσῆχθησαν προσω-
 ρινώς.
2. Τελευταία ήμερομηνία πρὸς επανεξαγωγήν/προσκόμισιν εις τό Τελων-
 νετον (*)
3. Κατεχωρήθησαν υπ' αριθ. πρωτ. (*)
4. Λοιπαί παρατηρήσεις (*)

(Τελωνετον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη περίπτωσης. (**) Οὐράματα πάντων καὶ εἰσόδων
 διὰ κεφαλαιωνίστην.

(*) 'Εμπορική αξία εις τήν χώραν έκδόσεως τοῦ δελτίου

Εάν είναι διάφορος της χώρας έκδοσης του δελτίου.

-100-

Σελίς 15 Παραρτήματος

ΣΤΑΘΕΧΟΣ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

1. Τά εις τόν Γενικόν Πίνακα περιγραφόμενα έμπορεύματα υπ' α/ξ. αριθ. ε/σαχθέντα προσωρινώς βάσει του (των) φύλλου (-ων) ε/σαγωγής υπ' αριθ. του παρόντος δελτίου, επανεξήχθησαν (*).
2. Μέτρα ληφθέντα σχετικώς με έμπορεύματα προσκομισθέντα αλλά μή επανεξαχθέντα (*).
3. Μέτρα ληφθέντα σχετικώς με έμπορεύματα μή προσκομισθέντα καί μή προοριζόμενα προς μεταγενεστέραν επανεξαγωγήν (*).
4. Κατεχωρήθησαν υπ' αριθ. πρωτ. (*).

(Τελωνε/ον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη περίπτωσης

ΦΥΛΛΟΝ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

- (Α) Τό παρόν δελτίον ισχύει μέχρι της περιλαμβανομένης.
 Έκδοθέν υπό
 Κάτοχος
 Αντιπροσωπευόμενος υπό (*).

(Β) Δήλωσης περί επανεξαγωγής.

1. Ο υπογεγραμμένος (**)
 δεδντως εξουσιοδοτημένος υπό (*) (**)
 δηλ. ότι επανεξάγω τά απριθμούμενα εις την όπισθεν κατάσταση έμπορεύματα, περιγραφόμενα εις τόν Γενικόν Πίνακα υπ' α/ξ. αριθ.
 ήτινα ε/σήχθησαν προσωρινώς βάσει του (των) φύλλου (-ων) ε/σαγωγής υπ' αριθ. του παρόντος δελτίου (*).
2. Στοιχε/α άφορώντα εις έμπορεύματα προσκομισθέντα αλλά μή προοριζόμενα προς επανεξαγωγήν (*).
3. Στοιχε/α άφορώντα εις έμπορεύματα μή προσκομισθέντα καί μή προοριζόμενα προς μεταγενεστέραν επανεξαγωγήν (*).
4. Εις έπ/ρωσιν της τοιαύτης δηλώσεως, υποβάλλω τά ακόλουθα έγγραφα (*):
5. Στοιχε/α εξακριβώσεως της ταυτότητος, άφορώντα εις:
 (α) τά κ/δα (αριθμός, είδος, σημε/α κλπ.) (*).
 (β) τό μεταφορικό μέσον (*).

(Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή)

(Γ) Τελωνισμός κατά την επανεξαγωγήν.

1. Τά εν παραγράφω 1 της άνωτέρω δηλώσεως αναφερόμενα έμπορεύματα επανεξήχθησαν (*).
2. Μέτρα ληφθέντα σχετικώς με έμπορεύματα προσκομισθέντα αλλά μή επανεξαχθέντα (*).
3. Μέτρα ληφθέντα σχετικώς με έμπορεύματα μή προσκομισθέντα καί μή προοριζόμενα προς μεταγενεστέραν επανεξαγωγήν (*).
4. Κατεχωρήθησαν υπ' αριθ. πρωτ. (*).
5. Τό παρόν φύλλον δέον νά αποσταλ/η εις τό Τελωνε/ον (*).

(Τελωνε/ον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη περίπτωσης

(**) Ονοματεπώνυμον καί διεύθυνσις, διά κεφαλαίων γραμμάτων.

(Δ) Χώρος δι' ύπηρεσιακήν χρ/σιν.

[illegible]

Σελίς 17 Παραρτήματος

ΣΤΕΛΕΧΟΣ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ Νο. ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

Τελωνισμός πρὸς διαμετακόμισιν.

1. Τὰ εἰς τὸν Γενικὸν Πίνακα περιγραφόμενα ἐμπορεύματα ὑπ' αὐξ. ἀριθ. ἀπεστάλησαν ὑπὸ διαμετακόμισιν εἰς τὸ Τελωνεῖον
2. Τελευταία ἡμερομηνία πρὸς ἐπανεξαγωγήν/προσκόμισιν εἰς τὸ Τελωνεῖον (*).
3. Κατεχωρήθησαν ὑπ' ἀριθ. πρωτ. (*).

(Τελωνεῖον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

Πιστοποιητικὸν ἐξοφλήσεως τοῦ Τελωνείου προορισμοῦ.

1. Τὰ ἐν παραγράφῳ 1 ἀνωτέρω ἐμπορεύματα ἐπανεξήχθησαν/προσεκομίσθησαν (*).
2. Λοιπαὶ παρατηρήσεις (*).

(Τελωνεῖον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται ἐὰν δὲν συντρέχη περίπτωσις.

ΦΥΛΛΟΝ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ Νο. ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

(Α) Τὸ παρὸν δελτίον ἰσχύει μέχρι τῆς περιλαμβανόμενης.

Ἐκδοθὲν ὑπὸ

Κάτοχος

Ἀντιπροσώπου ὑπὸ (*)

(Β) Δήλωσις περὶ ἀποστολῆς ὑπὸ διαμετακόμισιν.

1. Ὁ ὑπογεγραμμένος (**)

δεδντως ἐξουσιοδοτημένος ὑπὸ (*)

(α) δηλῶ ὅτι ἀποστέλλω εἰς, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ καθοριζομένου ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς Χώρας διαμετακομι-

σεως, τὰ ἀπαριθμούμενα εἰς τὴν ὀπισθεν κατάστασιν ἐμπορεύματα, περιγραφόμενα εἰς τὸν Γενικὸν Πίνακα ὑπ' αὐξ. ἀριθ.

(β) ἀναλαμβάνω τὴν ὑποχρέωσιν ὥπως συμμορφῶμαι πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τῆς χώρας διαμετακομισεως καὶ προσκομίσω τὰ ἐμπορεύματα ταῦτα, μὲ ἀλυμάντους τὰς ἐπ' αὐτῶν τυχόν σφραγίδας, ὡς καὶ τὸ παρὸν δελτίον, εἰς τὸ Τελωνεῖον προορισμοῦ, ἐντὶς τῆς ὑπὸ τοῦ Τελωνείου ταχθείσης προθεσμίας.

(γ) δηλῶ ὅτι τὰ καταχωρηθέντα εἰς τὸ παρὸν φύλλον στοιχεῖα εἶναι ἀληθῆ καὶ ἀκριβῆ.

2. Στοιχεῖα ἐξακριβώσεως τῆς ταυτότητος, ἀφορῶντα εἰς

(α) τὰ κῶδα (ἀριθμὸς, εἶδος, σημεῖα κλπ.) (*)

(β) τὸ μεταφορικὸν μέσον (*)

..... (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή)

(Γ) Τελωνισμός πρὸς διαμετακόμισιν.

1. Τὰ ἐν τῇ ἀνωτέρω δηλώσει ἀναφερόμενα ἐμπορεύματα ἐτελωνίσθησαν πρὸς διαμετακόμισιν, μὲ προορισμὸν τὸ Τελωνεῖον
2. Τελευταία ἡμερομηνία πρὸς ἐπανεξαγωγήν/προσκόμισιν εἰς τὸ Τελωνεῖον (*).

3. Κατεχωρήθησαν ὑπ' ἀριθ. πρωτ. (*)

4. Ἐπετέθησαν τελωνειακαὶ σφραγίδες (*)

5. Τὸ παρὸν φύλλον δέον νὰ ἀποσταλῇ εἰς τὸ Τελωνεῖον (*)

(Τελωνεῖον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(Δ) Πιστοποιητικὸν ἐξοφλήσεως τοῦ Τελωνείου προορισμοῦ.

1. Τὰ ἐν τῇ ἀνωτέρω δηλώσει ἀναφερόμενα ἐμπορεύματα ἐπανεξήχθησαν/προσεκομίσθησαν (*).
2. Λοιπαὶ παρατηρήσεις (*)

(Τελωνεῖον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται ἐὰν δὲν συντρέχη περίπτωσις

(**) Ὀνοματεπώνυμον καὶ διεύθυνσις, διὰ κεφαλαίων γραμμάτων

Σελίς 18 Παραρτήματος

Αξων ἀριθ.	Ἐμπορευματολογικὴ περιγραφή τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τυχόν ὑπάρχοντα σημεῖα καὶ ἀριθμοί	Ἀριθμὸς (κώλων)	Βάρος ἢ ποσότης	Ἀξία(*)	Χώρα προ- έλευσεως (**)	Δι' ὑπηρεσιακὴν χρῆσιν	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Εἰς μεταφορὰν						

(*) Ἐμπορικὴ ἀξία εἰς τὴν χώραν ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

(**) Ἐάν εἶναι διάφορος τῆς χώρας ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

Σελίς 19 Παραρτήματος

ΣΤΕΛΕΧΟΣ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

Τελωνισμός προς διαμετακρίμιν.

1. Τά εις τόν Γενικόν Πίνακα περιγραφόμενα έμπορεύματα ύπ' α/ξ. αριθ.
άπεστάλησαν ύπό διαμετακρίμιν εις τό Τελωνετον
2. Τελευταία ήμερομηνία προς έπανεξαγωγήν/προσκόμιν εις τό Τελωνετον (*)....
3. Κατεχωρήθησαν ύπ' αριθ. πρωτ. (*).....

(Τελωνετον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

Πιστοποιητικόν έξοφλήσεως του Τελωνείου προορισμού.

1. Τά έν παραγράφω 1 άνωτέρω έμπορεύματα έπανεξήχθησαν/προσεκομίσθησαν (*)
2. Λοιπαί παρατηρήσεις (*).....

(Τελωνετον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη περίπτωσις.

ΦΥΛΛΟΝ ΔΙΑΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΩΣ Νο.

ΑΡΙΘ. ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

- (Α) Τό παρόν δελτίον ισχύει μέχρι της περιλαμβανόμενης
Έκδοθέν ύπό
Κάτοχος
Αντιπροσωπευμένος ύπό(*)

(Β) Δήλωσις περί άποστολής ύπό διαμετακρίμιν.

1. Ο ύπογεγραμμένος (**)
δεόντως έξουσιοδοτημένος ύπό(*) (**)
(α) δηλώ ότι άποστέλλω εις, συμφώνως προς τοίς όρους τοίς
καθοριζομένους ύπό των νόμων και κανονισμών της Χώρας διαμετακομί-
σεως, τά άπαιθμούμενα εις τήν έπισθεν κατάστασιν έμπορεύματα, περι-
γραφόμενα εις τόν Γενικόν Πίνακα ύπ' α/ξ. αριθ.
(β) αναλαμβάνω τήν ύποχρέωσιν όπως συμμορφώμαι προς τοίς νόμους και κα-
νονισμούς της χώρας διαμετακομίσεως και προσκόμίσω τά έμπορεύματα
ταύτα, μέ άλυμάντους τάς έπ' αὐτῶν τυχόν σφραγίδας, ως και τό παρόν
δελτίον, εις τό Τελωνετον προορισμού, έντός της ύπό του Τελωνείου
ταχθείσης προθεσμίας.
(γ) δηλώ ότι τά καταχωρηθέντα εις τό παρόν φύλλον στοιχετα είναι αληθή
και ακριβή.
2. Στοιχετα έξακριβώσεως της ταυτότητος, άφορώντα εις :
(α) τά κώδα (αριθμός, είδος, σημετα κλπ.)(*)

..... (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή)

(Γ) Τελωνισμός προς διαμετακρίμιν.

1. Τά έν τη άνωτέρω δηλώσει αναφερόμενα έμπορεύματα έτελωνίσθησαν προς δια-
μετακρίμιν, μέ προορισμόν τό Τελωνετον
2. Τελευταία ήμερομηνία προς έπανεξαγωγήν/προσκόμιν εις τό Τελωνετον (*)
3. Κατεχωρήθησαν ύπ' αριθ. πρωτ. (*).....
4. Έπετέθησαν τελωνειακά σφραγίδες(*).....
5. Τό παρόν φύλλον δέον νά άποσταλή εις τό Τελωνετον (*).....

(Τελωνετον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(Δ) Πιστοποιητικόν έξοφλήσεως του Τελωνείου προορισμού.

1. Τά έν τη άνωτέρω δηλώσει αναφερόμενα έμπορεύματα έπανεξήχθησαν/προσε-
κομίσθησαν (*)
2. Λοιπαί παρατηρήσεις (*)

(Τελωνετον) (Τόπος) (Χρονολογία) (Υπογραφή & σφραγίς)

(*) Διαγράφεται εάν δέν συντρέχη
περίπτωσις(**) Όνοματεπώνυμον και διεύθυνσις,
διά κεφαλαίων γραμμάτων

ΣΗΜΕΙΩΣΕΙΣ ΑΦΟΡΩΣΑΙ ΕΙΣ ΤΗΝ ΧΡΗΣΙΜΟΠΟΙΗΣΙΝ ΤΟΥ ΔΕΛΤΙΟΥ Α.Τ.Α.

1. "Απαντα τὰ ἐμπορεύματα τὰ καλυπτόμενα ὑπὸ τοῦ δελτίου καταχωροῦνται εἰς τὰς στήλας 1 ἕως 6 τοῦ Γενικοῦ Πίνακος. Ὅσακις ὁ διαθέσιμος χώρος τοῦ Γενικοῦ Πίνακος εἰς τὴν ὀπισθίαν ὀψιν τοῦ πρώτου ἐξωφύλλου δὲν ἐπαρκεῖ, δέον νὰ χρησιμοποιοῦνται πρόσθετα φύλλα, κατὰ τὸ ἐπίσημον ὑπόδειγμα.
2. Τὸ κλείσιμον τοῦ Γενικοῦ Πίνακος γίνεται διὰ τῆς ἀναγραφῆς, ἐν τέλει τοῦ πίνακος, τῶν συνολικῶν ποσῶν τῶν στηλῶν 3 καὶ 5, ἀριθμητικῶς καὶ ὀλογράφως. Ἐὰν ὁ Γενικός Πίναξ ἀποτελῇται ἐκ περισσοτέρων σελίδων, ὁ ἀριθμὸς τῶν χρησιμοποιηθέντων συμπληρωματικῶν φύλλων ἀναγράφεται, ἀριθμητικῶς καὶ ὀλογράφως, ἐν τέλει τοῦ εἰς τὴν ὀπισθίαν ὀψιν τοῦ πρώτου ἐξωφύλλου πίνακος.
- Τὸ αὐτὸ ἰσχύει καὶ διὰ τὰς καταστάσεις τῶν φύλλων.
3. Ἐκαστον καταχωρούμενον ἐμπόρευμα λαμβάνει αὐξοῦντα ἀριθμὸν καταχωρήσεως, ἀναγραφόμενον εἰς τὴν στήλην 1.
- Ἐμπορεύματα περιλαμβάνοντα πλείονα κεχωρισμένα μέρη (περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀνταλλακτικῶν καὶ παρακολουθημάτων) δύνανται νὰ λαμβάνουν ἓνα μόνον αὐξοῦντα ἀριθμὸν καταχωρήσεως. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, ἡ περιγραφή, ἡ ἀξία καί, ἐφ' ὅσον ἀπαιτεῖται, τὸ βάρος ἐκάστου κεχωρισμένου μέρους καταχωροῦνται εἰς τὴν στήλην 2 καὶ μόνον τὸ συνολικὸν βάρος καὶ ἡ ἀξία καταχωροῦνται εἰς τὰς στήλας 4 καὶ 5.
4. Κατὰ τὴν κατάρτισιν τῶν καταστάσεων τῶν φύλλων, χρησιμοποιοῦνται οἱ αὐτοὶ πρὸς τοὺς τοῦ Γενικοῦ Πίνακος αὐξοῦντες ἀριθμοὶ καταχωρήσεως.
5. Πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ Τελωνειακοῦ ἐλέγχου, συνιστᾶται ὅπως τὰ ἐμπορεύματα (περιλαμβανομένων καὶ τῶν κεχωρισμένων μερῶν τούτων) ἐπισημαίνονται εὐκρινῶς μετὰ τὸν ἀντίστοιχον αὐξοῦντα ἀριθμὸν καταχωρήσεως.
6. Ταυτόσημα ἐμπορεύματα δύνανται νὰ καταχωρῶνται καθ' ὁμάδας, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, πάντως, ὅτι ἐκαστον ἐμπόρευμα περιλαμβανόμενον εἰς τὰς ὡς ἄνω ὁμάδας λαμβάνει ἰδιαίτερον αὐξοῦντα ἀριθμὸν. Ἐὰν τὰ συναποτελοῦντα τὴν ὁμάδα ἐμπορεύματα δὲν εἶναι τῆς αὐτῆς ἀξίας ἢ βάρους, αἱ ἀντίστοιχοι ἐκάστου ἀξίας ὡς καί, τὰ βάρη τούτων, ἐφ' ὅσον ἀπαιτεῖται, καταχωρίζονται εἰς τὴν στήλην 2.
7. Ἐὰν τὰ ἐμπορεύματα προσρίζονται ὅπως ἀποτελέσουν ἀντικείμενα ἐκθέσεως, συνιστᾶται ὅπως ὁ εἰσαγωγεὺς, πρὸς τὸ ἴδιον αὐτοῦ συμφέρον, καταχωρῇ εἰς τὴν ὑπὸ στοιχεῖα Β, 1(β) ἐνδείξιν τοῦ φύλλου εἰσαγωγῆς τὸν τίτλον καὶ τὸν τόπον τῆς ἐκθέσεως, ὡς καὶ τὸ ὀνοματεπώνυμον καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ ὀργανωτοῦ ταύτης.
8. Αἱ ἐπὶ τοῦ δελτίου ἐγγραφαὶ δέον νὰ εἶναι εὐανάγνωστοι καὶ ἀνεξίτηλοι.
9. Ἀπαντα τὰ ὑπὸ τοῦ δελτίου καλυπτόμενα ἐμπορεύματα δέον ὅπως ἐπαληθεύωνται καὶ καταχωρῶνται ἐντὸς τῆς χώρας ἀναχωρήσεως, πρὸς τὸν σκοπὸν δὲ τοῦτον δέον νὰ προσκομίζονται, ὁμοῦ μετὰ τοῦ δελτίου, εἰς τὰς Τελωνειακὰς ἀρχὰς αὐτῆς, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων, καθ' ἃς οἱ Τελωνειακοὶ κανονισμοὶ τῆς Χώρας ταύτης δὲν προβλέπουν τοιαύτην ἐπαλήθευσιν.
10. Ἐὰν ἡ συμπλήρωσις τοῦ δελτίου ἐγένετο εἰς γλῶσσαν ἐτέραν ἐκείνης τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, αἱ Τελωνειακαὶ ἀρχαὶ δύνανται νὰ ἀξιώσουν μετάφρασιν.

11. Δελτία, ὧν ἡ ἰσχὺς τῶν ἔληξεν, ὡς καὶ ἐκεῖνα, ἅτινα ὁ κάτοχος δὲν προτίθεται νὰ χρησιμοποιήσῃ περαιτέρω, ἐπιστρέφονται ὑπ' αὐτοῦ εἰς τὸν ἐκδόντα ὀργανισμόν.

12. Κατὰ πάσιν περίπτωσιν δέον νὰ χρησιμοποιῶνται ἀραβικοὶ ἀριθμοί.

"Ἀρθρον δευτερον.

Τὰ Ἐμπορικὰ καὶ Βιομηχανικὰ Ἐπιμελητήρια δύνανται, μετ' ἐγκρίσιν τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐμπορίου, νὰ παρέχουν ἐγγυήσεις διὰ τὴν ἀνευ καταβολῆς δασμῶν καὶ φόρων, βάσει δελτίου Α.Τ.Α., προσωρινὴν εἰσαγωγὴν :

α) Ἐπαγγελματικοῦ ὕλικου, περὶ οὗ τὸ Ν.Δ. 152/1973 «περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνούς Τελωνειακῆς Συμβάσεως περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐπαγγελματικοῦ ὕλικου».

β) Ἐμπορευμάτων, περὶ ὧν τὸ Ν.Δ. 142/1973 «περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνούς Τελωνειακῆς Συμβάσεως ἐπὶ τῆς παροχῆς διευκολύνσεων διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἐμπορευμάτων προοριζομένων πρὸς ἐπίδειξιν ἢ χρησιμοποίησιν εἰς ἐκθέσεις, πανηγύρεις, συνέδρια ἢ παρομοίας ἐκδηλώσεις» καὶ

γ) λοιπῶν ἐμπορευμάτων ἢ εἰδῶν, δι' ἃ προβλέπεται καθεστὼς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐπανεξαιγωγῆς, βάσει τῶν διατάξεων τῆς κειμένης νομοθεσίας ἢ ἐτέρων διεθνῶν συμβάσεων ἃς ἀποδέχεται καὶ ἐφαρμόζει ἡ Ἑλλάς.

"Ἀρθρον τρίτον.

1. Διὰ κοινῶν ἀποφάσεων τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ἐμπορίου, δημοσιευομένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἐξουσιοδοτοῦνται τὰ Ἐμπορικὰ καὶ Βιομηχανικὰ Ἐπιμελητήρια, ὅπως ἀναλάβουν τὴν κατὰ τὸ ἄρθρον 4 τῆς κυρουμένης Συμβάσεως ἐκδοσιν καὶ χορήγησιν τῶν Δελτίων Α.Τ.Α., ὡς καὶ τὴν εὐθύνην τῆς ἐν ἄρθρῳ 6 ταύτης προβλεπομένης ἐγγυήσεως.

2. Διὰ τῶν αὐτῶν ἀποφάσεων καθορίζονται οἱ ὅροι ὑφ' οὓς τὸ ἐξουσιοδοτούμενον Ἐπιμελητήριον θὰ ἀναλάβῃ τὴν παροχὴν τῶν ἀνωτέρω ὑπηρεσιῶν, τὰ διὰ τὰς ὧς ἄνω ὑπηρεσίας δικαιώματα αὐτοῦ, ὡς καὶ τὸ ὕψος καὶ τὸ εἶδος τῆς παρ' αὐτοῦ παρεχομένης ἐγγυήσεως.

"Ἀρθρον τέταρτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, τῆς δὲ συμβάσεως κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 21 αὐτῆς ὀριζόμενα.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 21 Αὐγούστου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 22 Αὐγούστου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἔτησίᾳ συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι :

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. .	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Αἱ ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Ἀἱμοὶ καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκάστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ἰ. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ασφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφωρισμένων εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ.	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	..000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	..000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγίσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	..000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	..000
II Εἰς τὸ Τέταρτον τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὁρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

